I F

Boite Postale 134, Paris-20° C.C.P. LA SOURCE - 30226-72 HEBDOMAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES MARXISTE-LENINISTE AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS ET INTELLECTUELS

1" ANNEE N° 9
JEUDI 17 AVRIL 1969

# MAIS AVANT TOUT intensifions la lutte de classe!

Le régime gaulliste est très malade!

Malgré une imposante majorité à l'Assemblée nationale, qui lui permet toutes les initiatives, la crise économique, le malaise social, le mécontentement populaire, se sont approfondis sans cesse depuis le printemps révolutionnaire de 1968. La crise financière et monétaire de novembre dernier, la grève générale des travailleurs du 1 mars, puis celle des artisans et commerçants, le marasme et la confusion qui règnent à l'Université ainsi que le succès du boycottage de la réforme Faure par les étudiants, en sont les témoignages les plus évidents.

Craignant la colère des masses populaires bernées et exploitées, de Gaulle pense sauver son régime en recourant à des « réformes » qui visent à désamorcer tout élan révolutionnaire par une pseudo-participation de tous à la gestion des affaires publiques, par une nouvelle consultation populaire truquée qui sera profesit un alchierite de turn bonnaratiste.

en fait un plébiscite de type bonapartiste.

Ainsi donc, le 27 avril, les électrices et les électeurs auront à dire si OUI ou NON ils acceptent la loi instituant la régionalisation et la réforme du Sénat.

De quoi s'agit-il?

Il s'agit d'une réforme réactionnaire, d'un retour au passé monarchique, d'une soit-disant décentralisation qui ne touche pas à l'autorité absolue du pouvoir central détenu par les monopoles capitalistes par l'intermédiaire de leur fondé de pouvoir, le général de Gaulle. Au contraire, les communes et toutes les collectivités locales placées jusqu'ici sous la tutelle du Préfet représentant le gouvernement, séront désormais placées sous la tutelle supplémentaire des super-Préfets de région, détenteurs de tout le pouvoir réel.

du Préfet représentant le gouvernement, seront désormais placées sous la tutelle supplémentaire des super-Préfets de région, détenteurs de tout le pouvoir réel. D'autre part, et c'est primordial, la participation des représentants de toutes les catégories sociales aux Conseils régionaux et au nouveau Sénat, est destinée à mettre en place un véritable Etat corporatiste inspiré de Mussolini, de Pétain, de Salazar et de Franco. Ce serait un très grand pas vers la fascisation

totale du régime.

Mais c'est aussi le moyen d'essayer de domestiquer les syndicats des travailleurs, de les intégrer dans le système capitaliste, en offrant à leurs dirigeants des places et des honneurs qu'ils ne refuseront pas, en les amenant à cautionner par leur présence la politique économique et sociale gaulliste, y compris les mesures les plus réactionnaires d'exploitation des

travailleurs.

Dans ces conditions, les plus conscients d'entre eux et plus particulièrement leur avant-garde révolution naire marxiste-léniniste, ne sauraient se désintéresser des manœuvres que le pouvoir gaulliste trame contre le peuple.

(Suite page 8).

# ITALIE

# MONTÉE des LUTTES POPULAIRES et VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE

Pendant deux jours, la petite ville de Battipaglia, à cent kilomètres au sud de Naples, a été en émeute. La police y a fait deux morts et plus de cent blessés. Le peuple italien, tout entier, s'est mis en grève pour protester contre une telle sauvagerie.

A Battipaglia, c'est la colère du « mezzogiorno » qui s'est manifestée, la colère des habitants du sud, colonisés et misérables.

Le Sud se compose de montagnes arides et de plaines fertiles. Il fut un temps où ces plaines appartenaient à de grands propriétaires, anciens féodaux, qui laissaient leurs domaines, leurs « latifundi » partiellement en friches. Déjà une partie de la population ne pouvait y survivre et les hommes partaient dans le Nord ou à l'étranger pour chercher du travail. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les gouvernements bourgeois, soutenus par les communistes, lancèrent une pseudo-réforme agraire qui consistait à distribuer les terres des la ifundistes, en petits lots, aux paysans pauvres. Pour mieux enrayer l'émigration, ils encouragèrent l'industrialisation du Sud par des prêts et des exonérations d'impôts aux capitalistes intéressés. Les trusts de la pétrochimie en profitèrent, mais chacun sait que cette industrie emploie peu de main-d'œuvre et qu'elle n'en crée pas de complémentaire. Les trusts alimentaires s'intéressè-rent aussi vivement à la région et créèrent des îlots d'usines de transformation de fruits et légumes. Ils profitèrent ainsi d'une main-d'œuvre à bon marché. payée 20 % moins cher que dans le nord. Ils imposèrent leurs prix d'achat très bas aux petits producteurs Nombreux firent faillite. Mais les terres étaient rachetées par des capitalistes qui reconstituaient ainsi les domaines d'antan, mais en les mécanisant à 'extrême Ils étaient encouragés par l'Etat qui, face à la concurrence du Marché Commun et des autres pays agricoles méditerranéens, poussait à la concentration et subventionnait les excédents.

Ainsi, les petits paysans se prolétarisèrent-ils lentement soit en continuant à émigrer, soit en s'embauchant comme ouvriers agricoles ou dans les usines alimentaires. Mais l'accélération de la concentration industrielle entraîna aussi la disparition de certaines de ces usines et, après avoir connu une exploitation maximum, ils se retrouvaient parfois chômeurs complets, « desoccupati ». La transformation de leur condition sociale s'accompagnait d'une transformation de leur



BATTIPAGLIA, APRÈS LA BATAILLE

conscience politique. Anciens alliés des propriétaires fonciers et de la démocratie chrétienne, ils s'opposaient maintenant à celle-ci qui avait formé avec les socialistes, un gouvernement de « centre-gauche », défenseur des intérêts des industriels. Ils s'orientaient alors vers une alliance révolutionnaire avec les « brachianti », les paysans sans terre. Pour la réaliser, ils durent également éviter de s'enfermer dans les organisations paysannes du Parti « Communiste » italien, qui consistaient à couper les petits producteurs des autres et donc à neutraliser le mouvement paysan.

Les adultes partant souvent au Nord ou à l'étranger, cette masse de semi-prolétaires est composée en majorité de jeunes. C'est pourquoi leur révolte prend d'autant plus facilement des formes dures. Le gouvernement la redoute et essaye de la devancer par une répression toujours aveugle.

En novembre 1968, à Orgosolo, en Sardaigne, la population instaure une sorte de Commune. Les parachutistes débarquent et traquent « le bandit ».
 En décembre 1968, à Avola, en Sicile, des « bra-

— En decembre 1968, a Avola, en Sicile, des « bracianti » occupent les terres en exigeant la création d'un bureau d'embauche où ils auraient droit de regard, Les carabiniers tirent : deux morts.

gard, Les carabiniers tirent : deux morts.

— En février 1969, à Fondi, dans le Latium, les petits producteurs spoliés occupent la gare et la ville. La police intervient : il y a de nombreux blessés.

— Enfin, Battipaglia. Dix mille ouvriers manifestent

— Enfin, Battipaglia. Dix mille ouvriers manifestent contre la menace de fermeture de la manufacture de tabac et de la raffinerie de sucre. Ils occupent la gare et l'autoroute. La police tire, tuant une jeune femme et un adolescent. Alors la population s'insurge, construit des barricades, les incendie avant de reculer, se regroupe ailleurs, instaurant une forme de guérilla urbaine qui durera deux jours.

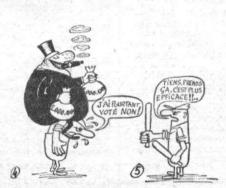
Mais la lutte des paysans et des semi-prolétaires du « mezzogiorno » n'est pas isolée. Elle s'intègre aujourd'hui à une montée générale des luttes en Italie qui ressemble, en beaucoup de points, à celle de

Les étudiants ont donné l'exemple dès février 1967, en se dressant contre les structures universitaires sclérosées et contre l'idéologie bourgeoise décadente. Ils adoptèrent, dès le début, des formes de lutte radicales, telles les barricades, mais les limitèrent au (Suite page 8).













# Une semaine de luttes

### PROLONGEMENT DES GREVES DE LA SEMAINE PRECEDENTE

- USINOR A DUNKERQUE: grève, jusqu'à mercredi, des ouvriers du « mouvement » pour l'augmentation de leurs salaires, paralysant l'ensemble de l'usine (4.000 ouvriers) (4000 ouvriers).
- SAINT-FRERES-WILLOT A FLIXECOURT (SOM-ME): deuxième semaine de grève pour l'augmenta-tion des salaires, la reconnaissance du droit syndi-cal, la garantie de l'emploi, les primes de vacances, le paiement de la journée du lundi de Pâques, la pause casse-croûte.
- SIMON-FRERES METALLURGIE A CHERBOURG: grève pour la modification de la grille des salaires, une réduction de l'horaire hebdomadaire (49 h 30) et une augmentation des salaires.

### MARDI 8

- CIE GENERALE TRANSATLANTIQUE A MARSEIL-LE: début de la grève des marins contre la fusion de la Transat avec la Cie de Navigation Mixte qui entraînerait des réductions d'emploi et menacerait les contractuels du secteur semi-nationalisé.
   PORT DE DUNKERQUE: grève des pilotes pendant les opérations de nuit contre la réduction des tarifs de pilotage.
- JOSSERMOZ A PRINGY (HAUTE-SAVOIE): grève contre la mise à pied de cinq machinistes et à cause d'un différent avec la direction sur les problèmes de rendement.
- ENTREPOT ALIMENTAIRE « L'EPARGNE » A TOU-LOUSE : grève pour l'augmentation des salaires.
   S.K.F. A IVRY : cinq débrayages durant la semaine pour l'augmentation des garanties minima, la men-sualisation des régleurs et de meilleures conditions de travail.
- METALLURGIE DE NANTES : débrayages et mee-tings pour appuyer des discussions sur les salaires.
- G.S.P. A ALBERT (SOMME): grève perlée pour l'augmentation des salaires et contre les cadences.
   DOUZILLE A ALBERT (SOMME): grève tournante pour l'augmentation des salaires et contre les
- cadences.
- PAPETERIE NAVARRE A ROANNE: grève pour le maintien des primes de vacances et de fin d'année.
   VIRAX-DEBARD A CHATEAUROUX: débrayages pour l'augmentation des salaires et contre les modifications. fications d'horaires.
- or COMMERÇANTS ET ARTISANS DU SUD-EST: mise à sac des bureaux des contributions directes de la Tour-du-Pin (Isère) pour protester contre la retenue sur les versements de retraites des cotisations d'assurance maladie devenues obligatoires.

### **JEUDI 10**

- UGINE-KUHLMANN A LAUDUN (GARD) : grève pour des mesures de sécurité après la mort d'un ouvrier électrocuté.
- GARE DES BATIGNOLLES: débrayages avec manifestation des cheminots pour protester contre l'accident de travail mortel d'un de leurs camarades par suite de la compression des éffectifs.
- TRANSPORTS URBAINS DE STRASBOURG : cinquième grève en cinq semaines pour l'augmentation des salaires.

# **VENDREDI 11**

- UNION LAITIERE NORMANDE A CONDE-SUR-VIRE (MANCHE) : grève à l'usine centrale et dans les centres de ramassage contre la réduction des horaires de travail entraînant une baisse de salai-
- FERODO A CONDE-SUR-NOIREAU (CALVADOS) : grève de l'atelier d'embrayage contre les cadences et pour une révision de la cotation des postes de
- FIVES-LILLE-CAIL A LILLE ET DENAIN : débrayages
- THOMSON-HOUSTON A LESQUIN (NORD) : débrayage pour l'augmentation des salaires
- P.T.T. DU CALVADOS: grève des agents du service des lignes pour le respect de la parité de l'échelle indiciaire avec d'autres catégories de fonctionnaires et contre le bradage des travaux des à des entreprises privées françaises et allemandes.
- AGENTS HOSPITALIERS DE LA SEINE-SAINT-DENIS: manifestation à Bobigny pour l'augmenta-tion des effectifs afin d'appliquer les 40 heures.
- COMMERÇANTS ET ARTISANS DU SUD-EST: manifestations violente à Bourgoin (Isère) pour pro-tester contre l'arrestation du secrétaire général du C.I.D.C.A.P.L. (Mouvement de la Tour-du-Pin. 5 000 véhicules bloquent la nationale 6 pendant 10 heures. Heurts avec les gardes mobiles : une trentaine de

# SOUSCRIPTION **NATIONALE**

P. M.C., Canada: 40 F. G. D..., Clermont-Ferrand: 5 F. M. et Mme M. D..., Grenoble :

C. F..., étudiant, Boulogne-Billancourt : 5 F.

Un Groupe de Roubaisiens, Roubaix : 100 F.

Souscription à Gît-le-Cœur Paris : 60 F.

R. K ..., Toulouse : 100 F. S. P..., Courbevoie: 20 F.

R. S. P..., Clermont-Ferrand: 20 F. Cercle H.R., Paris (13°): 100 F.

Total : 500 F: Total précédent : 2010 F. Total actuel: 2510 F.

# Abonnez-vous...

abonnement ordinaire : 40 F par an abonnement de soutien : 80 F par an

### **BULLETIN D'ABONNEMENT**

Nom .																	
Prénom																	
Adresse																	

Adresser ce bulletin accompagné de son montant en timbres poste ou mandat-lettre à: « L'HUMANITE ROUGE » C.C.P. 30226-72 LA SOURCE Boite Postale 134 - Paris - 20

# BOUCAU (près de Bayonne) LE VRAI VISAGE DE LA « DÉMOCRATIE AVANCÉE »

Nous publions ci-dessous le texte d'une lettre du maire révisionniste du Boucau, localité industrielle des environs immédiats de Bayonne, au directeur d'une salle de cinéma qui était disposé à la louer au Comité des « Amités Franco-Chinoises » de Bayonne, pour y projeter le beau film chinois « L'Orient Pouge »

Elle est bien à l'image de la direction révisionniste u P. « C » F. qui, tout en se déclarant « démocrate » et « libérale », n'hésite devant rien quand il s'agit de s'opposer à l'idéologie révolutionnaire, depuis l'amalgame du Comité A.F.C. avec le Parti Communiste marxiste-léniniste de France, dissout par le pouvoir gaulliste le 12 juin 1968, jusqu'à la pression adminis-trative à peine voilée et la menace de provoquer des

La juste réplique du Comité des A.F.C. par une let-tre ouverte au maire révisionniste a été largement diffusée sans donner lieu à quelque incident que ce soit. Nous publions de larges extraits de ce tract. Les travailleurs et l'ensemble de la population du Boucau

Ainsi une nouvelle fois, par un exemple concret, nous sommes édifiés sur la nature contre-révolutionnaire du révisionnisme moderne.

Boucau, 6 février 1969

Le Maire du Boucau à M. Desmoulins, Directeur de la salle « Cinéma Apollo », Boucau.

Monsieur,

Lors d'un récent entretien vous m'avez informé, mais sans précision de date, que vous aviez été sollicité de mettre la salle de cinéma à la disposition d'un organisme qui se dit, Parti communiste, sans doute d'obédience chinoise.

J'ai appris par d'autres sources que cette éventualité pouvait se produire, ce qui a entraîné dans notre population laborieuse une légitime émotion.

Les travailleurs du Boucau considèreraient que c'est là, une véritable provocation, et tout laisse supposer qu'ils ne l'accepteraient pas sans réagir. Afin d'éviter tout incident regrettable et préju-

diciable aux intérêts de notre cité, je pense qu'il serait opportun que vous n'acceptiez pas de louer votre salle dans de telles conditions.

C'est le souci de la tranquillité publique qui me conduit à vous faire connaître mon opinion. Croyez, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma parfaite considération.

Le Maire,

LETTRE OUVERTE . A MONSIEUR LE MAIRE DU BOUCAU Monsieur le Maire,

(...) Nous élevons une protestation énergique contre cette interdiction de fait qui, dans ces conditions, ne vise non seulement un film, mais toutes les activi tés de l'association, sur la commune du Boucau.

L'association des amitiés franco-chinoises n'est pas un parti politique, ni comme vous l'affirmez dans votre lettre, « un parti communiste sans doute d'obédience chinoise ». Vous n'ignorez pas le décret d'interdiction qui a frappé cette organisation après les événements de mai 1968.

Nous vous laissons toute la responsabilité de cette perfide accusation.

L'A.A.F.C. est une association légale régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée à la Préfecture de Police le 16 juin 1952 sous le nº 52/806.

C'est une association ouverte à des gens qui ont des convictions politiques, philosophiques ou religieuses différentes, mais qui sont unies sur le plan de l'amitié avec la Chine socialiste, et du renforcement de sa connaissance.

L'article 14 de nos statuts dit clairement « que les problèmes du mouvement ouvrier international et de la politique française ne sont pas du domaine de l'association ».

L'article 3 précise ses buts : « l'association a pour objet dans le cadre de la législation en vigueur et dans un but éminemment national, d'affirmer et de développer les liens d'amitié qui unissent les peuples de France et de Chine, en particulier par une connaissance mutuelle de leur histoire, de leur culture et de leur économie (...) »

Le Comité de Bayonne considère que comme dans toute la France, la population du Boucau a le droit de s'informer, de connaître, dans le cadre de la liberté d'opinion, la réalité de la vie en Chine comme dans tout autre pays. C'est pour toutes ces raisons et pour protester contre votre abus de pouvoir, Monsieur le Maire, que nous soumettons ces faits à la population qui jugera.

LE COMITE DE BAYONNE.

# UNE VÉRITABLE PENSION SOCIALE POUR TOUTES LES PERSONNES AGÉES

Le problème de la vieillesse a été posé par toutes les organisations syndicales et par les quatre centrales syndicales des travailleurs salariés. Dans toutes les discussions avec le Gouvernement et le patronat ce problème a été soulevé sans obtenir une solution équitable et substantielle pour une véritable retraite. Il faudra une fois pour toutes que les représentants des centrales syndicales déposent une proposition valable avec priorité de discussion sur un minimum de retraite à la cessation d'activité. Car il faut cesser de tromper la masse des personnes âgées des deux sexes. Ce minimum de retraite doit être fixé pour tous, contributifs ou non. En Italie, le mois dernier, les centrales syndicales ont déclenché une grève générale pour l'obtention d'une retraite sociale à la charge de l'Etat pour toutes les personnes âgées. Le minimum demandé est de 25 000 lires par mois. En France ce même problème avait été agité par les organisations de la vieillesse sans aucune coordination avec le mouvement syndical, ce qui a permis au Gouvernement de ne tenir aucun compte de cette revendication importante car l'action ne faisait pas le poids. Il n'est pas possible que dans ce pays le droit des personnes âgées n'obtienne pas l'audience qu'il est en droit -d'attendre.

Si les vieux travailleurs salariés n'étaient bénéficiaires d'une retraite complémentaire, avec la seule retraite de la Sécurité sociale ils sauteraient au moins deux repas par jour surtout les vieux de plus de 75 ans qui ont travaillé dans d'autres professions en dehors des grands

établissements. Nous avons proposé dans nos sections des retraités que ce minimum de pension sociale soit calculé au 50 % du S.M.I.G. équivalent à 300 F par mois. C'est malheureux de constater qu'il y a encore des milliers de travailleurs qui perçoivent 130 F par mois un peu plus de 4 F par jour, et cela malgré les affirmations du ministre compétent. Après les accords de Grenelle, les personnes âgées ont obtenu 100 F d'augmentation de retraite sur les 12 mois, malgré le dépôt par les trois centrales syndicales d'une demande de revalorisation de la retraite des vieux. Le minimum de retraite pour les personnes âgées est fixé à 1550 F par an. Or, ce minimum devrait être porté à 3 600 F par personne. Dans ces conditions seulement les vieux travailleurs et toutes les personnes du troisième âge pourraient manger à leur faim tous les jours. Pour arriver à obtenir ce minimum de retraite, tous les intéressés doivent donner leur adhésion à une des organisations de la vieillesse existentes, agiter ce problème dans toutes les réunions des retraités et des actifs, organiser des manifestations de rue et intervenir auprès de tous les élus municipaux, conseillers généraux, députés, sénateurs, etc., sans illusions, mais avec la plus grande fermeté. Dans tous les congrès syndicaux des propositions doivent être présentées et appuyées par la masse. C'est seulement avec des moyens d'agitation d'une grande ampleur que le Gouvernement sera obligé de tenir compte des revendications les plus pressantes des perextrait de « Provence Rouge » sonnes âgées.

# SUR LE FRONT OUVRIER

# **EXPLOITATION** FÉROCE

# GEVELO

RÉPRESSION PATRONALE

# INACTION ET DUPERIE DE LA C.G.T.

Gévelot! Cette usine d'armes et munitions, spécialisée pour l'armement de la police et des C.R.S. montre bien son caractère répressif tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'usine.

Comme par hasard, le personnel ouvrier est, à 80 %, étranger, et chaque jour les travailleurs émigrés subissent davantage les brimades, les insultes et le racisme des cadres qui, eux, sont Français (comme de bien entendu.)

Si le directeur de l'usine n'embauche que des travailleurs émigrés, ce n'est pas parce qu'il les aime, mais parce qu'il peut les exploiter à sa guise et les « virer » quand ils se défendent. Il peut, en toute sécurité, exercer son chantage honteux sur ces ouvriers, en les menaçant de les renvoyer dans leur pays.

Ce P.D.G. vampire ne s'arrête devant aucun obstacle quel qu'il soit et il a même exercé son zèle dans le contrat que les ouvriers sont obligés de signer à l'embauchage. Ce contrat a tout du style « franquiste » bien qu'on soit dans une « démocratie » bourgeoise. Ce contrat stipule entre autre l'interdiction formelle,

sous peine de renvoi immédiat :

• De provoquer des réunions, rassemblements dans

les ateliers ou dépendances de l'usine.

• De distribuer des tracts, journaux, brochures ou de faire des pétitions dans l'usine.

• De faire circuler des listes de souscriptions, ou de faire des collectes sans autorisation de la direction.

 Aucune correspondance ne sera acceptée dans l'usine.

Voilà bien un règlement féroce, qui bafoue et piétine

les droits fondamentaux des travailleurs. Tels liberté

d'expression, de presse, de propagande, etc.

Où est le droit syndical ? Il n'y en a plus, bien que la centrale réformiste, j'ai nommé la C.G.T., exerce quelques influences, vraiment minimes, étant donné que l'usine ne comporte pratiquement que des travailleurs émigrés : à quoi ça sert, puisqu'ils ne peuvent

Parlons un peu des salaires.

Les travailleurs émigrés qui travaillent de 9 h et demie à 10 h par jour ne gagnent que 300 à 400 francs par quinzaine, ce qui fait environ 750 à 800 francs par mois, sans compter que ces travailleurs envoient les trois quarts de leur salaire dans leur pays pour leurs enfants.

Prenons le cas d'une ouvrière qui s'occupe 9 h 1/2 par jour, de trois ou quatre machines et risque, à chaque instant, un accident, si elle manque d'attention. Cette ouvrière ne gagne que 300 F par quinzaine et de plus son mari est au chômage, sans compter qu'elle envoie les trois quarts de son salaire dans son pays. Comment peut-on vivre dans des conditions pareilles?... Un autre exemple : un travailleur émigré qui a vingt ans d'ancienneté ne gagne que 800 F par mois.

On peut dire que l'usine Gévelot fait d'énormes profits sur le dos des travailleurs.

De plus, le personnel de maîtrise développe le racisme et rejette sans discontinuer la cause de l'augmentation du chômage sur le dos des travailleurs émigrés, ce qui accentue les contradictions entre Français et

étrangers

Sans direction syndicale qui défende vraiment les travailleurs, comment cette majorité d'exploités peutelle se révolter? Elle sait très bien qu'à la moindre réplique on lui demande de retourner d'où elle vient, ou d'aller grossir les rangs des chômeurs qui s'allongent de jour en jour...

Ça c'était pour l'équipe de jour ; passons maintenant à l'équipe de nuit. L'équipe de nuit travaille de 13 h à 23 h, ce qui fait 10 h de travail consécutives

Imaginez-vous que vous travaillez 10 heures durant sans intermittences et sans manger; eh bien, c'est ce qui se passe chez Gévelot.

En effet, les travailleurs n'ont pas le droit de manger, d'ailleurs il n'y a pas de cantine pour la nuit, et pas de casse-croûte autorisé. Les travailleurs ne sont plus des hommes, mais des machines suivant l'optique

du directeur de l'usine; il est là dans une situation illégale suivant « les lois bourgeoises » qui stipulent pour les travailleurs de nuit, cantine obligatoire, ou arrêt casse-croûte.

Il me semble que c'est le rôle de la C.G.T. de s'occuper de la cantine, étant donné qu'il y a un Comité d'entreprise; alors que fait-elle, cette centrale qui se dit « la championne » de la défense des ouvriers ? Elle laisse « pisser », c'est là son principal rôle, pour la bonne entente avec le patron et la bonne marche de la production, qui est infernale et inhumaine.

Notons que l'ensemble des travailleurs a fait grève le 11 mars, mais il a fallu récupérer. Soit deux samedis matin, ou 1/2 heure par jour. Cette récupération presque terminée, nous voyons apparaître la C.G.T. distribuant un tract appelant à ne pas récupérer.

Ce qui compte, c'est de faire semblant de défendre les travailleurs et que le patron retombe sur ses pieds. L'exploitation existe sous toutes les formes. Il ne suffit pas d'être simple employée de bureau pour être

l'abri des « buveurs de sang ». Même ceux qui ont 10 à 15 ans d'ancienneté ne sont payés qu'à la quinzaine et pas cher. 380 F par quinzaine. Ainsi, la prime de fin d'année est-elle supprimée car,

seuls les mensuels y ont droit. Si l'ouvrier tombe malade, sa prime d'ancienneté est « sucrée » et la Sécurité Sociale ne rembourse qu'à 50 %, il doit y avoir quelques combines là-dessous. Un dessous de table entre patron et chef de centre S.S.

Mais bientôt, Monsieur le Directeur et Messieurs ses suppôts », vous pourrez faire vos valises en vitesse, « il vaut mieux mourir debout que vivre à genoux », et ce sont les ouvriers qui remporteront d'éclatantes victoires et vous de lamentables défaites.

Organisons-nous à la base et dans l'action pour la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Créons des Comités de base nouvelle organisation anti-réformiste, anti-capitaliste et anti-impérialiste. Un travailleur M. L.

### ACCIDENT DU TRAVAIL : L'EXPLOITATION FORCENEE DU CAPITAL CARENCEDE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Chaque jour qui passe apporte pour la classe ouvrière, dans la société capitaliste ou seul le fric compte, son lot de douleurs et de misère.

Dans le but également d'augmenter leurs profits monstrueux, les patrons de la société bourgeoise capitaliste ont éliminés les quelques rares mesures de sécurité qu'ils avaient été contraints de prendre au temps où il y avait des syndicats dignes de ce nom, qui défendaient la classe ouvrière. Cette carence des syndicats ouvriers et de l'inspection du travail allié de la classe des exploiteurs est une des causes de l'augmentation continuelle des accidents causes de l'augmentation continuelle des accidents

du travail.

Cette semaine encore à Noisy-le-Sec à l'entreprise de travaux publique La Suburbaine, un jeune ouvrier de 17 ans qui travaillait à démonter des pistons d'engins spéciaux (pelleteuses, scrafeurs, etc.) a été transformé en torche vivante sur le lieu de son exploitation : un bidon d'alcool à brûler qui sert au démontage de ces pièces s'est brusquement enflammé, par manque de mesures et de moyens de sécurité.

Seule la présence d'aspeit de ces pièces a l'entreprise de securité.

Seule la présence d'esprit de ses camarades d'ex-ploitation l'ont arraché à une mort atroce. Ce jeune travailleur fut très gravement brûlé à la main gauche et plus légèrement à la main droite et à une cuisse

Les trois autres camarades qui le secoururent furent également brûlés aux mains en tentant d'éteindre ses vêtements en feu. Il fut transporté à l'hôpital un quart d'heure après l'accident par une ambulance privée, car l'entreprise capitaliste qui employe plus de 300 ouvriers n'a aucun moyen de secours personnel ni infirmerie, ni aucun comité d'hygiène comme la loi les y oblige au-dessus de 50 travailleurs. Les docteurs consultés diagnostiquent pour l'instant un arrêt de travail de plusieurs mois et une rééducation fonctionnelle des mem-bres atteints.

Lorsque la mère de ce jeune exploité se présenta pour demander les formalités à remplir pour que son fils obtienne les prestations de la Sécurité sociale, il lui fut présenté une note de frais de 3 000 F pour le transport à l'hôpital en ambulance privée. Voilà avec quel cynisme et quelle hypocrisie cette « grande entreprise capitaliste » agit avec les travailleurs qui lui fournissent la richesse dont elle dispose pour son seul profit égoïste!

Mais les ouvriers de plus en plus conscients qu'en

Mais les ouvriers de plus en plus conscients qu'en mais les ouvriers de plus en plus conscients qu'en société capitaliste il y a une lutte de classe à mener contre de tels requins, n'en resteront pas là; ils exigeront que des mesures de sécurité immédiates soient prises pour la sécurité du personnel, par la constitution immédiate d'une comité d'hygiène et d'un comité de sécurité, pour que de tels accidents per puissent se reproduire surtout que presque tous ne puissent se reproduire, surtout que presque tous les mois il y a des accidents dans cette sale boîte de profiteurs. Les ouvriers exigeront également que l'inspection du travail fasse appliquer le Code du Travail, pour assurer la sécurité des travailleurs et non pour être le complice du patron.

Mais la classe ouvrière a appris depuis longtemps qu'en système capitaliste où seul compte le profit de telles mesures ne peuvent qu'être imposées par les travailleurs eux-mêmes, par une lutte de tous les jours; et ils savent également que dans un régime socialiste, au contraire, toutes les mesures sont prises continuellement pour sauvegarder en priorité l'homme, « le capital le plus précieux ». Un correspondant H.R.

# BILAN D'UNE GRÈVE

à MASSEY-**FERGUSON** - (LILLE) -

Pendant 3 semaines, les ouvriers de l'usine Massey-Ferguson, dans la banlieue de Lille, ont mené une dure lutte contre l'exploitation effrénée à laquelle ils sont sou-mis. Cette première étape de la lutte se termine par un échec relatif; il est très important pour nous de savoir

1) L'ORIGINE DE LA LUTTE. A Massey, l'échec de la lutte populaire du printemps 1968 et la trahison des directions révisionnistes à Grenelle Les belles phrases sur la «grande victoire» de mai-juin 1968 ne résistaient pas à la réalité : la hausse des prix, des taxes, des impôts, l'augmentation des cadences de production, le retour accentué aux méthodes d'intimidation policière de la direction et de sa maîtrise, autant de faits qui montraient chaque jour aux travailleurs le dation polícière de la direction et de sa maîtrise, autant de faits qui montraient chaque jour aux travailleurs la nature réelle de la «grande victoire » de juin 1968. L'exaspération des ouvriers était grande. Des grèves avaient éclaté dans divers ateliers à la fin de 1968. Mais il manquait une étincelle pour faire démarrer le mouvement. Cette étincelle, ce fut « le fameux rendez-vous de mars » qui la provoqua. Le bureau confédéral de la C.G.T., dirigée par les révisionnistes, ayant fait un gros tapage sur ce rendez-vous, beaucoup de travailleurs avaient pris, depuis le début 1969, une position d'attente, alors même qu'ils ne croyaient pas à ce genre de négociations. La faillite de Tilsitt n'en fut que plus grande et réveilla dans l'usine l'esprit de mai 1968. Les ouvriers parlaient à nouveau d'occupation, disant que cette fois-ci, « il ne fallait pas s'arrêter en chemin »... 2) LA REVOLTE ET LA LUTTE.

olte les deux syndicate C.G.T. et C.F.D.T. de l'usine, décidèrent de prendre les devants pour mieux contrôler le mouvement. Durant le week-end précédant le 11 mars, les bureaux des deux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. se réunissent et élaborent en

onmun un cahier de revendication comprenant:

150 F d'augmentation par mois pour tous;
garantie de salaire pour l'avenir;
suppression du système dégressif dans le travail aux

incorporation de la prime antigève dans le salaire; augmentation des primes de vacances et de fin

préretraite à 60 ans pour tous ;

préretraite à 60 ans pour tous;
 2 heures par mois payées pour réunir les ouvriers;
 droits syndicaux et œuvres sociales.
 Les deux premiers points sont les plus importants.
 Lundi 10 mars: débrayage de une heure, matin et soir, pour présenter le cahier de revendications et parler de la poursuite éventuelle de l'action. Une réunion est prévue avec la direction le lendemain 11 mars. La perspective « de rehisser le drapeau rouge si nécessaire » évoquée par le dirigeant C.G.T. est chaleureusement applaudie. Les débrayages sont suivis à 95 % à l'exception des bureaux.
 Mardi 11 mars: grève nationale Pas de défilé organisé

Mardi 11 mars : grève nationale. Pas de défilé organisé Lille. La réunion syndicats-direction a lieu dans l'usine fermée. Résultats négatifs.

Mercredi 12 mars : le matin, débrayage à 9 heures suivi à 95 %. Les deux syndicats rendent compte de la réunion de la veille et proposent... deux heures de grève, alors que l'avant-veille ils avaient parlé d'occupation de l'usine. Mais cette phrase s'adressait plutôt à la direction à cause de la réunion du 11, qu'aux ouvriers. Des ouvriers protestent violemment : un vote a lieu. Les propositions des syndicats sont largement battues et un défilé s'organise dans l'usine, puis une d'iégation massive se rend dans les bureaux de la direction qui « refuse de discuter sous la contrainte ». Les bureaux sont occupés pendant deux heures et, devant l'obstination de la direction, la porte du bureau du directeur est enfoncée.

Blance de peur celuici accente une réunion immédiate

Blance de peur, celui-ci accepte une réunion immédiate « à condition que les ouvriers évacuent les bureaux ». Les syndicats acceptent. Réunion sans résultats; la direction a entre temps re-

syndicats acceptent.

Réunion sans résultats; la direction a entre temps regroupé sa maîtrise et prévenu la police.

Après une réunion de l'équipe d'après-midi, le travail ne reprend pas et un nouveau défilé a lieu dans l'usine.

« Suivez les mots d'ordre qui vous seront donnés demain, dans le calme et la discipline. » « Attention aux provocations »; telles sont les consignes données à la dispersion.

Jeudi 13: les syndicats appellent à un débrayage de deux heures, pendant lequel ils organisent un « référendum ». « Voulez-vous un débrayage de une heure, deux heures, sept heures ou huit heures par jour, ou bien un jour par semaine? » Ce débrayage n'est d'ailleurs suivi qu'à 50 %. Pendant ce temps, la direction manœuvre et lance une vaste campagne de propagande autour de la porte enfoncée, de la « séquestration du directeur », de la liberté du travail, etc. La C.G.C. emboîte le pas et diffuse un tract attaquant « un groupuscule d'individus surexcités et irresponsables », les menaçant de licenciement et déclarant qu'à l'avenir elle n'hésitera pas à « employer la force si nécessaire », etc. Un comité de « défense de la liberté du travail » est constitué par la direction avec le soutien de la C.G.C. Il regroupera une partie de la maîtrise. Le thème central de cette campagne : « tout doit se faire dans le cadre légal ». De plus partie de la maîtrise. Le thème central de cette campa-gne : « tout doit se faire dans le cadre légal ». De plus pour neutraliser les mensuels et les ouvriers profession-nels, la direction augmente leurs salaires d'environ 9 %. Vendredi 14 : Le matin, débrayage de deux heures moyennement suivi. Nouvelle condamnation de la révolte

des ouvriers par certains dirigeants syndicaux qui disent : « Les événements de mercredi prouvent que les syndicats

« Les événements de mercredi prouvent que les syndicats avaient raison en proposant une action limitée » et en profitent pour lancer un nouvel appel « au calme, à la discipline, à la confiance dans les syndicats ».

Mais à 14 heures, la nouvelle se répand : 22 licenciements, 7 délégués mis à pied. Les ouvriers arrêtent spontanément le travail (80 à 100 % environ) et un défilé s'organise dans l'agglomération. Les licenciements ont été pris en coordination avec la préfecture : des inspecteurs des Renseignements Généraux et un officier de gendarmerie se trouvaient, ce jour-là, à la porte de l'usine dès 13 h 30, avant l'annonce des licenciements, et alors que les ouvriers ne devaient débrayer qu'à 17 heures. les ouvriers ne devaient débrayer qu'à 17 heures.

La lutte allait désormais se centrer sur la réintégration

des 22 licenciés

Lundi 17 : piquets de grève le matin, grève suivie de 80 à 90 %, bureaux exceptés — (leur participation à l'action sera pratiquement nulle). Après un défilé de 2 heures dans les rues alentour, c'est le mot d'ordre de dispersion devant l'usine : « Pour demain, suivez les mots d'ordre qui vous seront donnés à l'entrée ».

Il en sera ainsi chaque jour. Les décisions d'action seront prises sans en référer aux travailleurs. Ceux-ci, laissés à eux-mêmes, ne vont plus comprendre la raison des mots d'ordre donnés et les débrayages s'effriteront au fil des

(suite page 4)

# **BEZONS: CABLES-DE-LYON**

# TROISIÈME OCCUPATION UN

Les Câbles-de-Lvon est une usine où il ne s'est rien passé pendant dix ans. Des salaires bas, des horaires élevés, une boite où on cherchait à ne pas faire de vieux os. Le syndicat y était insignifiant.

Et puis brusquement, en mai, l'explosion: une centaine de jeunes pren-nent les choses en main. L'occupation sera longue. La section syndicale prend de l'importance. Quelques délégués jeunes, aux idées nouvelles, y entrent.

Une tradition de lutte dure s'instaure. Fin janvier, l'un des délégués est muté. C'est la grève immédiate et à nouveau l'occupation... avec séquestration de la direction. Les travailleurs exigent la réintégration du délégué à son ancien poste et réclament, du même coup, la réduction du temps de travail pour tous. L'union locale C.G.T. prend peur et essaye de noyer le poisson en proposant de tout reporter à la « grande journée d'action » du 12 février. Peine perdue. Les grévistes tiennent bon et obtiennent ce qu'ils vou-

laient le soir même. Il n'en a pas été de même lors de la dernière grève.

Le mercredi 2 avril, sur poussée des jeunes délégués, la C.G.T. propose un débrayage pour appuyer un cahier de revendications avancé depuis deux

- augmentation uniforme des salaires de 6 %.

troisième mois remplaçant la pri-

me de fin d'année supprimée, - réduction d'horaire payée à 100 %, suppression des contrats tempo-

raires successifs,

deux mois de congés (dont un avec solde) pour les travailleurs immigrés.

Dès 9 heures, le délégué principal, révisionniste notoire, se trouve un mal au ventre et ne reparaîtra plus. Le patron s'enserme dans les locaux administratifs et s'accroche au téléphone. Les travailleurs les occupent à leur tour. Plus question de débrayage, c'est la grève ouverte.

Jeudi, un comité de grève est élu, formé des trente travailleurs les plus

résolus de l'usine. Mais beaucoup de temps se perd à sa formation pendant que d'autres grévistes attendent à la cantine ne sachant que faire. L'U.L. s'est montrée « inefficace » il y a trois mois, c'est l'U.D. qui entre alors en jeu. Elle commence par faire pression sur certains délégués.

Vendredi, le comité de grève prépare un tract pour appeler les autres usines de Bezons à la solidarité. Le patron en profite pour entamer des négociations secrètes avec des délégués. Il exige que les ouvriers aillent attendre dans la ruc, puis promet une prime « si la situation économique le permet » et une cinquième semaine de congé non payée pour les ouvriers immigrés « selon étude des cas personnels ».

C'est l'hostilité générale. Mais l'U.D. y va de son baratin : « la division ne saurait tarder dans vos rangs... Le Joint Français n'a rien obtenu avant vous... Pensez à vos familles... Les vacances de Pâques, c'est pas un moment pour faire grève... ». 5 % à peine veulent reprendre le travail, mais beaucoup commencent à hésiter. L'U.D. propose un vote à bulletin secret. Le comité de grève ne sait pas alors reprendre l'initiative et ne réagit pas : pas de prise de parole, pas de piquet pour bloquer les portes. Certains ouvriers commencent à rentrer dans les ateliers, les autres discutent puis se séparent.

Le mardi 8, après le long week-end de Pâques, tout le monde reprend le

Pourquoi le comité de grève a-t-il manqué de courage? Beaucoup de jeunes de mai ne sont plus là. Un travail d'explication et de formation n'a pas été suffisamment entrepris à la base. Il faut dire aussi que les diri-geants de la C.G.T. ont mis, cette foisci, le paquet. Les militants ont été pris au dépourvu.

Ils sauront tirer les leçons de cet échec pour préparer d'autres luttes victorieuses. Que le patron des Câbles et l'U.D.-C.G.T. se le disent!

# RÉVOLTE des PETITS COMMERÇANTS et ARTISANS DE L'ISÈRE

Comme un de vos correspondants de la région parisienne l'avait laissé prévoir lors de la grève générale des commerces et entreprises artisanales du 5 mars (Voir H.R. nº 3 et 4), les petites entreprises et le commerce de détail font leur apprentissage des promesses des beaux parleurs du système capitaliste, mais en même temps et surtout après la première vague de la tempête révolutionnaire de mai 68, les petites entreprises apprennent à connaître la nature de classe de ses exploiteurs. Ils apprennent à leur tour, après la classe ouvrière, dont ils doivent être les alliés, à connaître le système répressif de l'état bourgeois des monopoles : Pouvoir qui est le représentant et le gérant des intérêts de la classe bourgeoise.

Ainsi, à la Tour-du-Pin, puis à Voiron (Isère), après bien d'autres villes, c'est la manifestation d'une exploitation de plus en plus honteuse, comme celle de la classe ouvrière, qui amène les petits à se révolter contre un tel système. Mais c'est aussi une étape qualitative différente à laquelle sont arrivés les petits indépendants. Nouvelle étape qualitative en effet, car cette couche du semi-prolétariat (petits artisans) a compris depuis un certain temps déja, que l'étape des pétitions et des manifestations dites · pacifiques · était dépassée. La caractère propre de la bourgeoisie ne comprend le « pacifisme » que comme une faiblesse et le système capitaliste des monopoles ne donne que ce qu'on lui arrache par

Ainsi, à la Tour-du-Pin comme à Voiron, une nouvelle forme d'action a été utilisée pour lutter plus énergiquement contre l'état-patron, assisté de ses forces de répression casquées et armées pour la défense du capital. Dans ces deux villes, les événements ont montré la ferme détermination et la combativité des travailleurs dits « Indépendants » quand ils veulent s'unir contre le système qui les exploite, contre un système qui ne comprend que la force comme dialogue.

Cependant ces éléments avancés du petit commerce et de l'artisanat, doivent toujours avoir présent à l'esprit, la possibilité qu'ils ont d'être utilisés par des

éléments fascistes, qui peuvent se glisser dans leurs rangs et amener cette lutte peut-être juste, sur une voie sans issue, contraire à l'intérêt de la classe ouvrière dont ils doivent être les alliés. L'histoire nous enseigne que le seul moyen pour les petits commercants et artisans d'avoir leurs mots à dire dans la nouvelle société qui se construit petit à petit, c'est d'être continuellement sur les positions de la classe ouvrière, de soutenir sa lutte, car c'est la classe la plus exploitée, la classe la plus nombreuse et la mieux organisée pour lutter jusqu'au bout : pour la révolution socialiste.

Tous ces événements récents, fermetures des magasins, greve fiscale, destruction de documents administratifs, barrages de routes ou affrontements sévères avec les forces de l'ordre bourgeois, nouvelle grève générale le 16 avril, ajoutés à la lutte de la classe ouvrière contre les mêmes exploiteurs est le signe de la crise algue du capitalisme; crise qui ira en s'accentuant à cause des contradictions de plus en plus graves qui existent au sein même du système. Cette crise ne peut déboucher que sur une prise de conscience de plus en plus évidente des masses exploitées que ce soit la classe ouvrières ou les couches moyennes, alfiées objectives du prolétariat. Leur lutte aboutira à un changement radical de système social et la construction en France d'une société socialiste, seul système social libérateur des forces de production de la nation, seul système où l'exploitation de l'homme par l'homme sera enfin aboli.

« Que les peuples n'écoutent que leur courage, qu'ils osent livrer combat, qu'ils bravent les difficultés, qu'ils avancent par vagues successives et le monde entier leur appartiendra; les monstres seront tous anéantis »

(MAO TSE-TOUNG)

(Un correspondent artisan).

(Les événements de lundi 14 à Lille ne font que confirmer cette lettre-N.D.L.R.).

### MASSEY-FERGUSON (Suite de la page 3)

Mardi 18: débrayage de une heure. C'est le jour où l'issue du mouvement s'est certainement jouée. La reprise du travail, prise contre l'avis de nombreux ouvriers et de certains délégués, a cassé net le mouvement. Les pourcentages de grévistes ne dépasseront plus 50 % et iront en diminuant dans l'ensemble, avec une certaine remontée lors des grèves de 24 heures.

Mercredi 10: débrayage de trois heures. — Jeudi 20: deux heures. — Vendredi 21: 24 heures. — Samedi 22: 24 heures. — Lundi 24: rien. — Mardi 25: une heure. — Mercredi 26, jeudi 27: rien. — Vendredi 29: 24 heures. Ce fut le dernier débrayage, suivi à 30 % environ.

Au fil des jours, l'issue de la lutte faisait de moins en moins de doutes et la direction maintenait sa position.

### 3) LES CAUSES DE L'ECHEC.

La lutte a échoué, puisque les 22 camarades licenciés sont toujours dehors, qu'aucune revendication n'a été arrachée et que l'action s'est arrêtée. Elle a échoué parce

1) La conception et les formes de lutte adoptées ne mobilisaient pas les travailleurs sous une juste direction.

2) Elles livraient les ouvriers à la propagande de la direction, aux idées de la bourgeoisie et permettaient ovres de div aux pressions et

aux manœuvres de division, aux pressions et aux menaces de la maîtrise de s'exercer à fond.

Nous, marxistes-léninistes, nous appelons cette ligne ligne de capitulation, de trahison de la classe ouvrière Elle est représentée à Massey par certains délégués, membres du P. « C. » F., mais est suivie, consciemment ou inconsciemment, par d'autres délégués, qui pourtant veulent s'opposer sincèrement au bureaucratisme des membres du P. « C. » F.

C'est pourquoi il faut voir comment s'est manifestée cette ligne avant et pendant le mouvement.

Pendant 6 mois, avant cette grève, les dirigeants syndicaux ont tenu des réunions stériles avec la direction, demandant à celles-ci d'être raisonnable. En contrepartie, ils n'ont « pas poussé à l'action dans l'entreprise » (déclaration au débrayage du 10 mars). Au cours du mouvement, la recherche de négociation a été constamment mise en avant. Toute l'action était orientée dans ce sens, au détriment de la lutte :

au détriment de la lutte :

• proposition de débrayage de deux heures le mercredi
12, alors que les ouvriers ont imposé 24 heures;

• tract du lundi 17 aux mensuels : « Savez-vous que
les propositions d'action des organisations syndicales
(limitation de la durée du mouvement) n'ont pas été
suivies par les grévistes mercredi, ceux-ci exigeant une action plus importante... ». Autrement dit : « C'est pas notre faute si...»;

• tract du mardi 18 : « Hier, nous avons fait grève toute la journée (...). Nous avons pris contact, à l'Inspection du Travail, avec la Direction. Celle-ci a déclaré vouloir étudier notre augmentation et va nous donner rapidement une réponse (...). Il est évident que des grèves de la durée d'hier (24 heures) ne peuvent se poursuivre indésiniment (...); c'est pourquoi, aujourd'hui, tandis que nous limiterons l'action du point de vue de la durée, les délégués et les camarades licenciés prépareront l'action de demain en direction des entreprises et des marchés environnants (...) ». Notons que cette «limitation de l'action» fut décisive

pour la briser...

• Tract du mercredi 19 : « Hier nous avons soufflé (...), aujourd'hui, il nous faut prendre un ton plus élevé, pour deux raisons essentielles :

— parce que 29 d'entre vous sont à la porte de l'usine ;

— parce qu'à 16 heures à Lille, une nouvelle réunion aura lieu entre la direction et les organisations syndicales. Cette réunion sera importante (...). Chacun a pour devoir d'aider les délégués à aborder cette réunion dans de

d'aider les délégués à aborder cette réunion dans de bonnes conditions (...).

• Tract du lundi 24 : « Depuis 15 jours, tous les jours des débrayages ont eu lieu. Nous considérons que dans n'importe quelle situation, il y a toujours possibilité de compromis (...). Aujourd'hui, il n'y aura pas d'action directe. Profitons, organisations syndicales, direction, inspection du travail, de cette acalmie pour rechercher une solution à ce conflit (...) ».

Au total, en 16 jours de lutte, il y a eu 5 réunions avec la direction, dont deux avec l'inspection du travail, 3 délégations à l'inspection du travail, 1 délégation au ministère du travail à Paris, 3 délégations à la prétecture de Lille, plus des délégations auprès des députés, sénateurs, maires, etc. C'est dire si tous les moyens légaux ont été utilisés! utilises

De telles méthodes mobilisent-elles les travailleurs? Les

arment-elles pour des luttes futures? Non!

Elles ne cherchent qu'à leur inculquer l'idée que c'est dans « le calme et la discipline » et par des « discussions entre gens raisonnables », qu'on doit chercher à améliorer leur sort. Ces méthodes p'éduquent pas la classe ouvrière dans l'esprit de la lutte!

D'autant plus que les idées propagées par les tracts syndicaux plaçaient les travailleurs sur le terrain choisi par la direction : celui de la légalité (mais qui donc a fait les lois sinon la bourgeoisie?), celui du refus de la lutte résolue.

Ainsi au début, alors que l'action démarre, les direc-tions syndicales mettent constamment en avant l'appel à la discipline, en fait, l'appel à suivre leur ligne de conduite, leurs mots d'ordre. Elles craignent le débordement des travailleurs. C'est la période où elles tentent de développer parmi les travailleurs une véritable psychose de « provocations ». « Attention aux provocations » : cela veut dire en fait : « Pas d'action dure, n'utilisons pas notre force. L'occupation du bureau le mercredi 12 étant présentée comme une « erreur », un « incident malheureux dû aux provocations de la direction » et non comme l'expression

de la juste révolte des travailleurs.

Notons aussi qu'une fois le résultat démobilisateur atteint, ce genre d'arguments disparaît.

Il faut citer aussi comme expression d'une telle ligne révisionniste de collaboration de classe les illusions pro-pagées pendant la grève sur le rôle et la nature de la maîtrise. On insiste sur son caractère de « salarié » et on fait appel à son bon sens, alors qu'elle a servi, pour une grande partie, de valets dociles à la direction. Alors que son rôle c'est d'être des flies, et sa nature de servir le capital en opprimant les ouvriers. Aucune explication n'a

été donnée par les syndicats sur la formation du C.D.R.

été donnée par les syndicats sur la formation du C.D.R.-Maison, reposant sur une partie de la maîtrise et qui n'est, ni plus ni moins, qu'une organisation de type fascite, décidée à utiliser la force le cas échéant. Enfin, dernière manifestation, mais non la moindre, de l'application de cette ligne révisionniste à Massey, c'est l'absence totale de propagande de la part des syndicats sur les causes même de la lutte : les bas salaires et les licen-ciements. Il faut lutter contre les licenciements, pour la réintégration de nos 23 camarades, mais il faut dire et redire que seule la destruction du système capitaliste l'abolition de telles injustices, que seule la suppression du redire que seule la destruction du systeme capitaliste l'abolition de telles injustices, que seule la suppression du salariat et du patronat permettra de profiter des fruits de leur travail, et que le « bon sens » de toute direction, aussi « raisonnable » soit-elle ne peut servir à rien làdedans : notre but, à la réalisation duquel doivent se préparer toutes nos luttes, c'est le socialisme, c'est la liberté pour les travaileurs, et leur dictature sur ceux qui, aujourd'hui, les exploitent et les volent.

### 4) CONCLUSION.

Pour arracher la victoire, il est deux conditions que les marxistes-léninistes ont indiqué, par tracts, dans le

marxistes-leninistes ont indiqué, par tracts, dans le courant de la lutte :

• Rejeter ses illusions, c'est-à-dire rejeter sans équivoque la ligne révisionniste de capitulation et de collaboration de classe qui est en œuvre à Massey depuis long-temps. Il ne suffit pas de rejeter quelques individus aux méthodes bureaucratiques, il faut rompre avec cette ligne du point de vue de la propagande et de l'organisation; de toutes façons, les ouvriers jugeront, non sur les mots mais sur les actes sur les conséquences pratiques mots, mais sur les actes, sur les conséquences pratiques.

Certains ont déjà jugé et tranché ; il est grand temps, pour certains camarades honnètes, d'ouvrir les yeux et de

pour certains camarades honnètes, d'ouvrir les yeux et de rallier les positions de classe du prolétariat.

Nous préparer à la lutte, c'est-à-dire armer et organiser les ouvriers dès aujourd'hui, du point de vue idéologique, en vue de grandes batailles à venir. Pour cela il est indispensable de rompre avec l'esprit d'une discipline servile et obéissance aveugle. Il est nécessaire que les ouvriers conscients s'unissent à la base, dans les ateliers, sans considération d'appartenance syndicale, avec un seul objectif : mener jusqu'au bout, sur tous les fronts, la lutte de classe pour l'abolition du système capitaliste, source de tous les maux et de toutes les injustices.

Une telle idée existe déià chez beaucoun de travailleurs

Une telle idée existe déjà chez beaucoup de travailleurs à Massey. Malgré les obstacles encore nombreux qui se dressent sur son chemin pour sa réalisation, il est certain qu'elle se réalisera un jour. Elle est la scule qui puisse préparer notre victoire.

Nous appelons tous les ouvriers conscients à se joindre aux marxistes-léninistes pour la réalisation pratique de cet objectif. Nous proposons pour cela la création immédiate d'un groupe d'initiative, qui se chargerait par la propagande et l'agitation, de jeter les fondements de tels comités de base.

A bas l'esprit de capitulation et de collaboration de

Vive l'unité de combat de la classe ouvrière!

Un Travailleur de Massey,

# SYNDICAT INDÉPENDANT

# LUTTE DE CLASSE

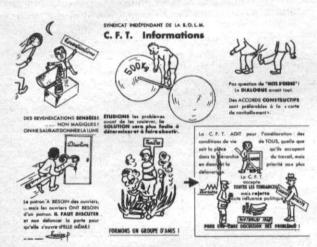
Une opinion assez répandue dans la classe ouvrière veut que les syndicats dits « indépendants » le soient uniquement par rapport à la C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. - C.G.C. ou même C.F.T.C. Par contre, ils ne seraient pas indépendants par rapport aux patrons. Effectivement, cette opinion fausse, dans la première partie, est juste dans la deuxième. Il ne s'agit, en fait, que d'une répartition du travail de collaboration de classe entre ces différents syndicats, travail de division de la classe ouvrière et de soutien à la bourgeoisie. Ce n'est que par pure tactique que C.G.T. - C.F.D.T. - C.F.T.C. - F.O., etc. prétendent se distinguer des syndicats indépendants. Si ces syndicats accusent et polémiquent tant sur les syndicats « indépendants », c'est pour laisser entendre qu'eux sont blancs comme neige, mais en réalité ils se conduisent comme « les voleurs qui crient au voleur! ».

Pour ce qui nous concerne, nous avons déjà publié des informations concrètes, et les événements de mai-juin ont suffisamment justifié nos positions, sur le rôle des syndicats surnommés « traditionnels ». Sur le plan stratégique, nous pensons qu'il n'existe pas de différence fondamentale entre les syndicats « indépendants » et les autres. Placés sous la direction habile de traîtres au prolétariat, ils servent tous, en définitive, la bourgeoisie, les uns ouvertements, les seconds astucieusement. Seule leur tactique diffèrent, mais en fait, ils sont indispensables l'un à l'autre.

Depuis 20 ans, et particulièrement en mai 1968, les syndicats non « indépendants » ont joué le rôle de dernier rempart de la bourgeoisie contre le déferlement de masse de la classe ouvrière, prête à renverser le régime. C'est ainsi que ces syndicats jouent le rôle le plus responsable de la trahison des intérêts du prolétariat, et qu'entre eux, le plus responsable est la C.G.T. qui prétend mener la lutte de classe, jetant ainsi l'illusion et trompant les travailleurs sur ses objectifs véritables. Les plus dangereux pour la classe ouvrière sont ceux qui la trahissent en brandissant son drapeau, tout en s'intégrant continuellement à l'état bourgeois. La mutation de la C.G.T. ne s'est pas faite instantanément, à un moment précis, mais progressivement, sur des années, par glissement continu, ce qui a permis d'endormir les travailleurs et de tromper leur vigilance, même en ce oui concerne les militants.

C'est pourquoi, dans ce journal, nous ne nous sommes pas attardés jusqu'ici, à combattre les syndicats « indépendants », qu'ont dénoncés relativement les syndicats C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C., car ces syndicats sont réformistes, anti-révolutionnaires, par na-ture et par définition. Ils ne trompent que peu de monde, et lorsque cela arrive, c'est par démagogie. Il suffit alors de les prendre au mot. On ne peut pas dire qu'ils trahissent, leurs actes ne font que suivre la ligne de leurs congrès, ligne de collaboration de classe. Nous avons surtout insisté sur le rôle des dirigeants C.G.T. tels Seguy, Frachon, car ils se récla-ment du préambule des statuts de la C.G.T. qui préconise l'abolition du patronat et du salariat.

Aussi, c'est pour répondre à des lettres de lecteurs que nous avons apporté ces précisions, et que nous consacrons cet article pour montrer l'action idéologique et pratique anti-syndicaliste et de la collaboration de classe prêchée par un syndicat « indépendant » pris au hasard : « Syndicat indépendant de la S.O.L.M. » affilié à la C.F.T. (Confédération Française du Travail), c'est-à-dire les syndicats gaullistes. Ils sont au gaullisme sur le plan syndical ce que sont les C.D.R. sur le plan politique. Ce syndicat, émanation patronale directe, a une propagande qui prend les ouvriers pour des imbéciles, d'où son tract imbé-cile, simpliste et illustré de six dessins pour exprimer à fond l'idéologie patronale : Ce que dit le « Syndicat indépendant » de la S.O.L.M. :



1º « NE DEMANDEZ PAS LA LUNE » : le patron ne l'a pas! Ne présentons pas des revendications qui l'a pas! Ne presentons pas des revendications qui fassent peur, soyons réalistes, que diable! Jamais de revendications qui ruineraient le patron ou diminueraient son profit : les 40 heures, immédiates, sans étapes et sans diminution de salaires, la retraite à soixante ans, la garantie de l'emploi, etc. Certains ne disent-ils pas déjà que « Les accords de Grenelle » ruineraient les petites et moyennes entreprises, ce continue de milliers d'ouvriers au chômage. A qui mettrait des milliers d'ouvriers au chômage. A quand ces syndicats entreprendront-ils une campagne de mendicité nationale pour venir au secours des patrons ruinés

2° « ETUDIONS LES PROBLEMES » : Cela veut dire patientons, formons des commissions, trouvons des experts, siégeons dans les organismes patronaux et gouvernementaux afin de connaître les possibilités exactes de l'entreprise pour ne pas l'amener à la

faillite. Cela veut dire aussi que les revendications émanant de la base sont soulevées par des ignorants, et qu'elles sont démagogiques à cause de la « bêtise ouvrière », que seuls les cadres syndicaux, formés dans les « écoles syndicales » financées par le gou-vernement et le patronat, sont à même d'étudier. 3° « LE DIALOGUE AVANT TOUT » : C'est oublier

que le patronat est toujours sourd aux justes revendications ouvrières et, qu'en conséquence, on ne dialogue pas avec les sourds. Avec les patrons, il faut utiliser le seul langage qu'ils comprennent, celui de la force. Dans notre sociétés de classe, les rapports entre les hommes sont régis par la seule loi de la force ou de la violence. Tout ce que le patron peut nous refuser est bâti sur sa force ou celle du pouvoir. Tout ce que le patron a cédé à ce jour a été le produit d'un rapport de forces momentanément en faveur de la classe ouvrières, par des grèves, des occupations d'usines, etc. Plus l'action est puissante, plus le pouvoir du patron est menacé et plus il cède. Dès que ce rapport de forces a tendance à s'annuler, à s'estomper, à se renverser au profit du patron, par suite de répression, ou de la trahison des directions ouvrières, ou d'un relâchement de l'action, le patronat reprend d'une main ce qu'il avait été obligé de lâcher de l'autre. Ceci démontre que la lutte économique est limitée si elle ne débouche pas sur la lutte politique, c'est-à-dire la prise du pouvoir et des moyens de production par le prolétariat.

4° « LES OUVRIERS ONT BESOIN D'UN PATRON » : Comme la pointe a besoin d'un marteau ! C'est le « préchi-précha » de la résignation, l'acceptation de l'exploitation de l'homme par l'homme, comme une fatalité, c'est la renonciation à la lutte. C'est demander de frapper à la porte du patron avec des gants blancs et non avec un béret. Or, justement, le gants blancs et non avec un beret. Or, justement, le socialisme nous apprend que les ouvriers peuvent se passer des patrons, et c'est pourquoi toute l'idéologie bourgeoise, depuis la Révolution d'octobre, s'est attachée à dénigrer l'idée du socialisme. Les plus dangereux à cet égard ne sont pas les gros sabots des syndicats « indépendants », mais les révisionnistes modernes, beaucoup plus subtils. Avec les patrons on ne discute pas, et surtout pas à huis-clos, comme de perdre davantage, par peur de perdre le tout, si la lutte de classe était menée jusqu'à son terme. C'est une loi du marché si chère aux capitalistes. C'est pourquoi la tâche primordiale des ouvriers est d'organiser leur force collective pour mettre en action force organisée de leur classe unie. Cette unité doit se créer à la base, au niveau de chaque entreprise et dépasser les conflits et ségrégations syndicales fabriquées par la bourgeoisie : Syndicats « indépendants », C.G.T., C.F.D.T., F.O., etc. Seuls les Comités d'Unité et d'Action à la Base, sans autre distinction que calle de la cale tion que celle de la classe ouvrière, peuvent réaliser l'unité totale. Si la lutte ne s'arrête pas au mi-chemin de l'économisme, les travailleurs de notre pays bâti-ront le socialisme et montreront effectivement qu'ils peuvent se passer de patrons. 5° « NE BRULONS PAS LES TRAITRES » : C'est

en pensant à eux-mêmes que les dirigeants des syndicats « indépendants » pensent en propageant de tels mots d'ordre. Ils veulent pouvoir se vendre au patronat en toute impunité. Ils redoutent d'avoir un jour à rendre des comptes aux travailleurs, c'est pourquoi ils prêchent « l'amitié » et la collaboration. Cette peur est d'ailleurs partagée par tous les dirigeants-traîtres, qu'ils soient « indépendants », « réformistes » ou « révisionnistes ».

6° « LA C.F.T. ACCEPTE TOUTES LES TENDAN-CES, MAIS REJETTE TOUTE INFLUENCE POLI-TIQUE »: Oui, la C.F.T. accepte tous ceux qui peuvent se laisser prendre à son piège, pour leur imposer le point de vue patronal et gaulliste, l'acceptation du capitalisme comme un fait acquis éternel. Elle pré-sente comme un fait inévitable et logique le licenciement des grévistes, rançon de la lutte de mai. C'est une justification de la répression. La C.F.T., comme syndicats réformistes et révisionnistes, veut effrayer les travailleurs devant certaines conséquen-ces de la lutte. La C.F.T. justifie la répression et les autres syndicats n'organisent pas la riposte, c'est ainsi qu'on se répartit les tâches et qu'on démobilise les travailleurs, c'est ainsi qu'on limite la lutte à des revendications économiques minimum qui perpétuent le régime capitaliste.

Ils s'entendent tous pour empêcher « que les tra-vailleurs mettent la politique au poste de commandement en tout », même en matière syndicale. En effet, en restant uniquement sur le terrain de la lutte économique, les travailleurs s'interdisent justement le seul moyen de la faire aboutir totalement et définitivement, ils acceptent le maintien éternel du capitalisme, donc de leur exploitation. Ils acceptent de voir remis continuellement en cause les acquis de leurs luttes (journée de huit heures acquise au début du siècle, semaine de 40 heures acquise en 1936 et course des salaires-prix, etc.). Depuis mai, la C.G.T. n'a-t-elle pas transformé la grande offensive des travailleurs en bataille défensive « Défendons les acquis de mai » a proclamé Seguy, d'où son insistance sur l'échelle mobile, alors que, si elle pouvait être arrachée, c'était uniquement à Grenelle, sous la pression des 10 millions de grévistes devant un patronat et un gouvernement affolés. Cette interdiction de la politique, et cette lutte exclusivement économique sont de la politique, en fin de compte, mais la politique des patrons et du pouvoir gaulliste des monopoles.

La seule politique des travailleurs, c'est leur politique de classe, c'est de renverser le capitalisme et d'instaurer le socialisme, c'est l'abolition du patronat et du salariat. C'est à la fois un programme politique et syndical.

CHATEAUDUN:

UN TRAVAILLEUR **ADRESSE UNE LETTRE OUVERTE** A LA C.G.T.

Au cours de la réunion syndicale d'hier soir, tous les assistants ont entendu votre très long exposé.

Dans votre intervention je fus personnellement nommé. A 10 minutes de la fin de la réunion vous avez proposé la parole à la salle, mais vous avez continué de monolo-guer, bien que j'ai levé le bras pour m'expliquer, est-ce cela votre démocratie?

Etant donné qu'il ne me fut pas permis de m'exprimer à cette réunion, je suis contraint de faire cette mise au

Au sujet de l'article sur la G.S.P. que j'ai signé, non seulement je ne le renie pas, mais le silence des responsables de la C.G.T. prouve la vérité des écrits.

Je profiterai de cette mise au point pour donner quelques idées personnelles sur l'exposé.

Tenant compte de l'ampleur de la lutte de classe des 10 millions de travailleurs en mai-juin, ce qui fut arraché est vraiment dérisoire, surtout que les augmentations successives du coût de la vie ont déjà tout avaler les augmentations de salaires.

Il n'y a rien sur l'avancement de l'âge à la retraite, rien au point de vue sécurité sociale (alors que les remboursements des assurés sociaux venaient d'être réduits) rien au sujet du plafond des impôts sur le revenu, quelques broutilles sur les réductions du temps de travail.

Il était possible d'arracher beaucoup plus, les anciens de 1936, ou avec 3 millions de travailleurs en lutte, ils avaient obtenu, les lois sociales obligatoires, les congés payés, la semaine de 40 heures, en plus des importantes augmentations de salaires, etc. S'il est vrai que notre corporation a obtenu des aug-

mentations de salaires supérieur à l'ensemble des autres secteurs, il n'est pas moins vrai que les manœuvres et O.S. sont encore lésés par rapport aux professionnels. En 1964, les professionnels obtenaient plus de 6 % avec

ans de rappel, rien aux manœuvres et O.S. Quelques mois plus tard, les processes plus 1 % aver plus de 4 %, les manœuvres et O.S. plus 1 % aver plus de 4 % Quelques mois plus tard, les professionnels obtenaient

En 1968, en 2 fois juin et octobre, les professionnels ont %, les manœuvres et O.S., plus de obtenu plus de 21 28 %, avec rappel de février 1967, ce qui fait environ encore 4 % de retard.

Mais de 1962 à février 1967, pendant plus de 4 ans 1/2

les manœuvres et O.S. ont perdu 9 %

Sur ces faits précis, vous avez volontairement fait le silence, vous avez préféré vous étendre sur l'activité des gauchistes, des provocateurs, etc., qui auraient eu pour but de briser le mouvement revendicatif, mais vous n'avez rien dit sur M. Blanchemaison (comme vous secrétaire syndical C.G.T., et en plus secrétaire général de l'U.L.-C.G.T.) qui après avoir poussé les travailleurs de la S.O.P.E.L.E.M. à la grève illimitée, a voulu brader leurs revendications horaires de 0,50 pour 0,15, a repris le travail laissant tomber les ouvriers en grève (2 jours plus tard il était « malade ») d'ailleurs aux élections de délégués suivantes, les travailleurs s'en sont souvenus.

Si j'ai fait cette lettre ouverte, c'est parce que je fus nommé, personnellement, je suis prêt à discuter publiquement avec vous sur tous les problèmes concernant les travailleurs que vous voudrez, uniquement dans le domaine syndical bien sûr.

Depuis cette lettre ouverte, ce camarade a pu développer dans une autre longue réponse à un bonze cégétiste, son juste point de vue. Cette lettre conclut notamment:

Nul doute que les travailleurs sauront se déterminer eux-mêmes, ils sauront reconnaître l'orientation juste qu'ils établiront eux-mêmes, ils sauront rejeter toutes les voies réformistes qui ne servent qu'à trahir leurs intérêts, au profit des intérêts capitalistes. C'est à partir d e cette orientation que le goût à la lutte de classe reprendra, car ce sera les travailleurs eux-mêmes qui l'auront voulu et organiser, c'est à partir de là qu'ils désigneront ou éliront les meilleurs d'entre eux pour les guider mais qui resteront responsables devant eux et révocables, cet étatmajor désigné ou élu aura pour tâche de soumettre des projets à la discussion, mais devra surtout écouter et appliquer les décisions prises en commun à la base, cet état-major devra être un appareil léger de coordination et non pas un grossier appareil bureaucratique qui impose. C'est cela la démocratie! C'est cela l'union à la base! C'est la seule orientation valable juste et sûr d e réussir.

Nul doute que l'application d'une telle orientation sera mobilisatrice et peut dans un délai pas très éloigné, créer une certaine effervescence parmi les travailleurs menant vers leur émancipation, vers la socialisation des moyens de production, vers le renversement de la dictature du capital, vers l'instauration du socialisme par la dictature du prolétariat et la démocratie populaire

### NUMERO SPECIAL DU 1" MAI

Collaborez à la préparation de « l'Humanité Rouge » sur UNE ANNEE DE LUTTES en nous envoyant le bilan de votre action

# SUR LE FRONT DE LA LUTTE IDÉOLOGIQUE

# JEUNE! NE TE LAISSE PAS TROMPER PAR LES TROTSKISTES!



« Ecartons les scories Trotskistes du mouvement étudiant » (Enver Hodja)

Le révisionisme moderne est responsable de la réapparition d'une doctrine aussi désuète que l'anarchisme ; il est également responsable de l'exhumation de ce courant opportuniste petit bour-geois que combattit Lénine avec tant d'acharnement, le trotskysme; c'est le désarroi idéologique et poli-tique qu'il a provoqué par sa trahision qui est à l'origine du nouveau bouillonnement intellectuel apparu surtout parmi les étudiants un moment désorientés, et par conséquent tentés par toutes sortes de théories dont la caractéristique commune en dernier ressort est bien qu'elles n'ont rien de commun avec le socialisme scientifique.

### JACQUES JURQUET

- Le printemps révolutionnaire de 1968

Le trotskisme est maintenant âgé de 65 ans. Il a eu l'occasion de faire ses preuves par la négative. Son bilan de 65 ans est nul. Dans quel pays y a-t-il eu une révolution trotskiste? Au contraire toutes les révolutions socialistes se sont faites contre le trot-skisme : aussi bien en Chine qu'au Viêt-nam le chemin de la révolution a dû passer par la phase de l'élimination du trotskisme (1927 et 1943). De même la révolution russe s'est faite contre le trotskisme. Car le trotskisme a été inventé contre le bolchevisme et contre Lénine. La fable selon laquelle Trotski et Lénine étaient de grands amis est gro-tesque comme le montre ce bref historique :

### HISTORIQUE:

1903 : au II Congrès du Parti, Trotski se range dans le camp des mencheviks et s'oppose aux principes léninistes d'organisation monolithique. Il constitue avec Martov et Axelrod une fraction anti-Parti et « se soulèvent contre le léninisme » selon leur expression. Ils organisent la scission. Désormais, Trotski oscillera entre une position « centriste »

(c'est-à-dire semi-menchevique) comme au V Congrès et une position franchement menchevique.

— 1908: fait partie du groupe des « liquidateurs » mencheviks avec Dan, Axelrod, Martov... qui mendie au gouvernement tzariste la légalisation du Parti. Lénine l'appela « Petit-Judas Trotski » et écrivit sur son compte « Trotski s'est conduit comme l'arriviste et le fractionniste le plus infâme... Sa conduite est pire que celle de tous les autres fractionnistes ».

— 1912 : Trotski organise le bloc d'août (rassem-

blement de tous les anti-léninistes) et tente de s'em-

parer de la direction du Parti.

— 1914-1918 : Trotski ne s'oppose pas aux social-chauvins : il se tait. — Août 1917 : Trotski, Kamenev, Rykov estiment que Lénine contre qui est lancé un mandat d'arrêt

doit se livrer à la justice bourgeoise.
 10 octobre 1917 : Trotski s'oppose à la résolution

de Lénine qui réclame l'insurrection immédiate, et veut la reporter aux calendes grecques.

— 21 octobre : Trotski, par vantardise, annonce à la séance du Soviet la date arrêtée par les bolche-

viks pour l'insurrection, prévenant ainsi l'ennemi.

— novembre-décembre : il s'oppose à Lênine sur la question de la paix de compromis de Brest-Litovsk et propose que l'armée russe se retire purement et simplement du front, sans signer de paix, invoquant le prétexte idiot que les soldats allemands refuseraient de se payer une promenade militaire sans danger en Russie et feraient la révolution! Lénine qui savait bien qu'un impérialisme en pleine victoire consolide son pouvoir intérieur, réclamait une paix de compromis immédiate, pour avoir le temps de consolider le pouvoir soviétique et lui permettre de résister par la suite aux interventionnistes. Trotski fit traîner les négociations et indiqua même aux Allemands son plan criminel, leur permettant ainsi de saisir des territoires immenses en Russie, et d'infliger de nouvelles pertes inutiles au

— 1918 : Trotski est critiqué par Lénine au VII Congrès pour son attitude dans l'Armée Rouge (culte des « officiers » bourgeois, bureaucratisme,

1920 : sur la question des syndicats, Trotsky est contre Lénine, il refuse la démocratie à l'intérieur des syndicats et la méthode de la persuasion. Au contraire il veut imposer la contrainte bureau-cratique (eh oui!), « militaire » à la classe ouvrière, lui « serrer la vis » (Intervention à la V' Conférence des syndicats). Il fait bloc avec tous les anti-léninistes au X' Congrès. Essaye de dénaturer la N.E.P. de Lénine en la présentant comme une défaite, et prétend que le développement socialiste de la Russie est impossible.

1923 : XII Congrès. Trotsky prône une politique sectaire à l'égard de la paysannerie pour miner

alliance ouvriers-paysans.

— 1924 : rédige la « Déclaration des 46 » anti-Partis (rassemblement de tous les groupes antiléninistes) qui réclame la « liberté des fractions » interdites par Lénine.

Voilà pour les faits les plus flagrants. Trotski a

toujours lutté contre Lénine.

Son groupe était uniquement destiné à prendre la relève du menchévisme agonisant dans le but d'empêcher la révolution ou de la détourner une fois accomplie.

Par la suite il se heurta à la vigilance accrue du Parti bolchevik avec Staline à sa tête. Il fut battu démocratiquement dans le Parti : une nouvelle « Plate-forme des 83 » (Trotski-Zinoviev) recueille 4 000 voix sur 724 006 au XV° Congrès, soit moins de 1 %). Il fut exclu en 1927.

De même, ses agents dans la III Internationale, qui avaient causé des dégâts considérables comme en Chine (opportuniste Tchen-Tou-Sieou) et en France (appui aux résidus centristes) furent exclus. Lui-même et ses accolytes dégénérèrent en saboteurs, en terroristes (assassinat de Kiroy en 1934). Ses disciples se divisèrent en une multitude de chapelles dont certaines prirent le nom de IV' Interna-

Ils cachèrent soigneusement leur qualité de trot-skistes et pratiquèrent l'« entrisme ». La Seconde Guerre Mondiale finit par les achever. Pendant cette période ils s'opposèrent à la lutte de libération nationale anti-hitlérienne, sous prétexte d'alliance avec la classe ouvrière allemande et de « soutien à la révolution allemande » (en 1940!). Ils reçurent le surnom d'« Hitlèro-trotskistes ». Certains comme Souvarine furent des collabos actifs. En 1945, Staline pouvait dire « le trotskisme n'existe plus en tant que

courant politique ».

On sait comment les renégats révisionnistes en attaquant frénétiquement la théorie marxiste-léniniste lui rendirent vie : c'est en effet sur le fumier que se développent les plus belles vermines.

## EXEMPLE DE « THÉORIES » TROTSKISTES :

1º La Palestine : « Théorie » trotskiste : Il faut que les classes ouvrières Israëlienne et Arabe combattent leurs bourgeoisies respectives et instaurent le socialisme, le problème palestinien sera alors résolu de lui-même.

Réfutation : un minimum d'analyses s'impose. Mao Tsé-toung nous enseigne la méthode : « La méthode analytique c'est la méthode dialec-

tique. Par analyse on entend l'analyse des contradictions inhérentes aux choses et aux phénomènes.» Ce qui signifie concrètement :

« Si un processus comporte plusieurs contradic-tions, il y en a nécessairement une qui est la prin-cipale et qui joue le rôle dirigeant, déterminant, alors que les autres n'occupent qu'une position secondaire, subordonnée. Par conséquent, dans l'étude de tout processus complexe où il existe deux contradictions ou davantage, nous devons nous efforcer de trouver la contradiction principale. Lorsque celle-ci est trouvée, tous les problèmes se résolvent aisément.»

(De la Contradiction (août 1937) Œuvre choisie de Mao Tsé-toung,

En Israël, la contradiction bourgeoisie-ouvriers (qui est réelle) est estompée du fait qu'Israël est un pays impérialiste, actuellement victorieux et qui peut avec ses « superprofits » tirés de l'exploitation des arabes acheter et corrompre une partie de la classe ouvrière israëlienne... C'est un fait qu'actuellement cette classe ouvrière est fascisée : cette contradiction est secondaire, comme celle qui oppose pour le moment, les peuples arabes à leurs bour-geoisies et aux féodaux.

Quelle est la contradiction principale, déterminante ? C'est celle qui oppose l'impérialisme amérise mesure en termes de napalm, exécutions, expulsions. Elle est criante, visible pour tous, mêmes les plus arriérés : elle est déterminante.

Au cours de la guerre qui sera forcément longue, des changements se produiront dans les deux

« Une guerre revolutionnaire agit comme une sorte de contre-poison, non seulement sur l'ennemi, dont elle brisera la ruée forcenée, mais aussi sur nos propres rangs, qu'elle débarassera de tout ce qu'ils ont de malsain. Toute guerre juste, révolutionnaire, est une grande force, elle peut transformer bien des choses ou ouvrir la voie à leur transformation. La guerre sino-japonaise transformera et la Chine et le Japon. Il suffit que la Chine poursuive fermement la guerre de résistance et applique fermement une politique de front uni pour que l'ancien Japon se transforme immanquablement en un Japon nouveau, et l'ancienne Chine en une Chine nouvelle. Aussi bien en Chine qu'au Japon, les gens et les choses se transformeront, au cours de la guerre et après la guerre.»

(Mao Tsé-toung : De la guerre

prolongée.)

De même au Moyen-Orient, les peuples arabes aguerris dans la guerre balayeront les traitres à la Hussein, et la classe ouvrière israëlienne, devant les défaites d'Israël, se dressera contre sa bourgeoisie

impérialiste (on peut noter que ce processus est déjà en cours) Conclusion: notre position est donc la suivante :

soutien total à la guerre populaire de longue haleine du peuple arabe de Palestine.

Quant aux trotskistes leur position si simpliste suppose que

 1) on reconnaît l'existence de l'Etat fantoche d'Is-raël, c'est-à-dire d'une tête-de-pont américain contre les peuples arabes.

 tandis que les peuples arabes sont occupés à diriger tous leurs coups principaux contre leur bourgeoisie (d'ailleurs en vain), l'impérialisme sio-niste peut continuer impunément sa guerre d'agres-sion et de massacre : car lui, il a les mains libres ! Comme on le voit la position apparemment très révolutionnaire et très marxiste conduit à soutenir

objectivement l'impérialisme U.S. et son fantoche

Israël dans leur guerre d'agression barbare.

2° Le Viêt-nam : « Le FN.L. trahit la classe ouvrière car il comprend des bourgeois ».

Réfutation : encore une fois un minimum d'analyse montre qu'il y a deux sortes de bourgeoisies :

1) la bourgeoisie compradore : fondée de pouvoir des trusts américains qui sont des traitse à 100 gr.

des trusts américains qui sont des traîtres à 100 %;
2) la bourgeoisie nationale, dont les intérêts éconimiques sont opposés à ceux des Américains, et qui souffre de la concurrence déloyale des trusts U.S. Elle ne saurait en aucun cas constituer la force

U.S. Elle ne saurait en aucun cas constituer la force dirigeante de la révolution, toutefois, comme elle est anti-américaine ce serait une idiotie de s'en faire un ennemi. Elle participe donc au Front. Mais bien entendu, et les victoires le prouvent, c'est la classe ouvrière et son parti qui dirigent le Front.

3° Pacte germano-soviétique : « Staline a trahi la révolution allemande ».

Réfutation : la ruse de Staline permit au contraire l'écrasement du fascisme et la naissance de la R.D.A. En 1939, malgré les propositions d'unité faites par l'U.R.S.S. les « démocraties » occidentales, espéraient qu'Hitler détruirait le premier pays socialiste. Le pacte de Munich où Daladier et Chamberlain « s'arrangèrent » avec Hitler pour livrer la Tchécoslovaquie aux hordes nazies est là pour témoigner des réelles intentions des démocraties occidentales : capituler devant le nazisme, refuser l'unité tales : capituler devant le nazisme, refuser l'unité avec l'U.R.S.S. contre Hitler. Il était donc légitime que Staline leur retourne le piège et exploite au profit de l'U.R.S.S. et des peuples du monde, y compris le peuple allemand, les contradictions existant entre les requins impérialistes.

Lorsque Hitler s'aperçut de son erreur et attaqua l'U.R.S.S. il était déjà trop tard : son armée s'était trop affaiblie, elle était aux prises avec les vaillants partisans à travers toute l'Europe L'Armée Rouge

partisans à travers toute l'Europe. L'Armée Rouge put donc libérer l'Europe, y compris une partie de l'Allemagne. Où était donc la « révolution allemande » en 1939 1

On pourrait citer bien d'autres exemples. En général, il n'y a pas de « théorie » trotskiste mais plutôt un amalgame d'idées, variable d'une chapelle

Toutefois un certain nombre de constantes se

1) les trotskistes ne savent pas ce qu'est l'impérialisme (cf. Palestine). Pourtant Lénine, dont ils osent se réclamer, a écrit sur ce sujet : « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme ».

2) ils refusent le Front Uni de toutes les classes et couches révolutionnaire sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti et veulent qu'elle combatte ses ennemis non pas les uns après les autres (comme dans toute révolution) mais toute revolution) et les faits qu'entements de la compart de les faits qu'entements de la compart de la co ensemble, c'est-à-dire, dans les faits, qu'aucun ennemi ne peut être combattu efficacement.

Dans les pays opprimés par l'impérialisme, le Front Uni (ouvriers, paysans et beourgeoisie nationale) est destiné à accomplir la révolution démocratique antiimpérialiste et anti-féodale; c'est là une étape nécessaire dans ces pays pour passer à la révolution socia-- et non une trahison comme le clament les trotskistes! - Comme l'indique Mao Tsé-toung

« La révolution démocratique est la préparation nécessaire de la révolution socialiste, et la révolution socialiste est l'aboutissement logique de la révolution

démocratique »

Leur principe directeur est le suivant : partout où se trouvent en présence un ouvrier et un capi-taliste, l'ouvrier peut et doit sauter à la gorge du capitaliste, immédiatement, sans tenir compte du lieu, de la conjoncture, du rapport extrêmement complexe entre les classes, etc... Comme on le voit cette théorie pour enfant de 4 ans ne peut satis-faire personne. Dans la pratique elle ne marche jamais. Et même les trotskistes ne se risquent jamais à l'appliquer eux-mêmes. Mais ils voudraient que les outres l'appliquent à leur place : c'est-à-dire les Vietnamiens, les Palestiniens, etc. En fait il est clair que de telles « théories » n'ont

pour rôle que de détourner les forces révolutionnaires de la voie scientifique du marxisme-léninisme, seule voie capable de mener les masses populaires à la victoire.

extrait de « Drapeau Rouge » journal des Communistes marxistes-léninistes de Picardie,

(à suivre)

# LE FRONT DIPLOMATIQUE ET LA GUERRE DU PEUPLE VIETNAMIEN

LA SITUATION POLITICO-MILITAIRE AU SUD-VIETNAM EN 1968-1969

L'offensive du Têt 68 et la période « d'offensives généralisées et de soulèvements simultanés » qu'elle ouvrait, ont amorcé de façon définitive trois grands échecs stratégiques de l'impérialisme U.S., à savoir :

- la cessation inconditionnelle des bombardements sur l'ensemble du territoire de la R.D.V.N,
- passer à la stratégie de défense intégrale sur tous les plans au sud,
- négocier avec le F.N.L. à la conférence quadri-partite de Paris.

La « guerre locale » des Yankees était perdue alors que leurs efforts atteignaient le plafond politiquement acceptable pour le peuple U.S. Partout le peuple vietnamien se soulevait, s'organisait, édifiait le pouvoir révolutionnaire.

C'est dans cette effervescence, qu'à Hué, l'ancienne capitale impériale, se créait l'Alliance des Forces Na-tionales Démocratiques et de Paix, symbole de l'élargissement en direction de la bourgeoisie des villes du front national de lutte contre l'impérialisme U.S.

Le discours de Johnson du 31 mars 68, annonçant l'arrêt des bombardements limités sur le Nord sanctionnait l'échec U.S.

Pris dans des contradictions insolubles, l'impérialisme U.S. a cherché à mettre en place une nouvelle stratégie. D'une part à cause de son échec militaire il est amené à s'asseoir à la table de conférence face au F.N.L., d'autre part, il va chercher à perpétrer son projet néo-colonialiste au Vietnam sous d'autres formes malgré le rapport de forces de plus en plus

Des quatre grandes composantes globales de la stratégie U.S., définies par le général Maxwell Taylor dans son livre « Responsabilité et Riposte »: 1. propositions de paix, guerre aéro-navale contre la R.D. V.N., 2. actions des forces terrestres américano-fandes de la contre la R.D. de forces terrestres américano-fandes de forces terrestres américano-fandes de forces terrestres américano-fandes de forces terrestres américano-fandes de forces terrestres de forces de forces terrestres de forces de forces terrestres de forces de force toches au sud, 3. efforts politiques, diplomatiques et économiques visant à asseoir le régime fantoche.

Le général Westmoreland avait mis l'accent sur les points 1 et 2 : intensification de la guerre contre le Nord et opérations « rechercher et détruire » au Sud.

L'administration Nixon développe la politique annoncée par Johnson depuis le 31 mars 68 et qui concerne le point 3

— développer de fausses propositions de paix, tout en visant à renforcer le régime fantôche Thieu-Ky-Huong sur le plan politique.

C'est la fameuse « désaméricanisation » de la guerre : sur le plan militaire, l'impérialisme U.S. cherche à renforcer l'armée fantoche, à tenir les grands centres urbains (« nettoyer et tenir »), à rassembler la population rurale dans les « hameaux stratégiques » (« pacification accélérée »); sur le plan politique, il vise à renforcer le régime fantoche en jugulant toute opposition intérieure (arrestation du vénérable Thich Thieu Minh), va jusqu'à proposer au F.N.L. de devenir « légal » à condition de renoncer à la lutte armée, en avançant de fausses propositions de paix pour tromper l'opinion progressiste internationale et des-serrer l'étreinte autour des impérialistes U.S.

L'offensive du Têt 69, « d'attaques ininterrompues et de soulèvements généralisées » depuis plus d'un mois, a déjà mis en échec la nouvelle stratégie mili-taire U.S. alors que le gros des F.A.P.L. n'a même pas été encore engagé, qu'il se consacre patiemment à l'étude des premiers résultats de la nouvelle offensive afin d'élever encore les capacités combattantes du peuple vietnamien.

Contrairement aux affirmations des « spécialistes » U.S. le peuple vietnamien a suffisamment de réserves pour développer l'offensive actuelle, plus de deux

Le seul atout militaire important des Yankees est l'utilisation des B-52, or celle-ci est forcément limitée lorsque le champ de bataille est Saigon où les F.A.P.L. et les troupes américano-fantôches sont à moins de cent mètres l'une de l'autre.

Sur le plan politique, le F.N.L. constitue un véritable pouvoir d'Etat dans les zones libérées par l'institution de comités populaires, raffermissant ainsi, conformément au programme politique du F.N.L. l'alliance des quatre classes (prolétariat, paysannerie, petite bourgeoisie et bourgeoisie nationale) sous la direction du prolétariat face à l'impérialisme U.S. La désagrégation de l'administration fantôche s'accentue plus rapidement depuis l'obligation pour les U.S de reconnaître le F.N.L. à la conférence de Paris.

Sur le plan diplomatique, le F.N.L. dénonce la four-berie de l'impérialisme U.S. qui, en essayant de sépa-rer le problème militaire du problème politique, essaye de réintroduire la thèse d'une « agression » du

« La position du peuple vietnamien est très claire. Ce sont les quatre points du gouvernement de la R.D.V.N. et le programme politique du F.N.L. C'est la base pour toute solution politique du problème vielnamien ».

Nguyen Duy Trinh. 29-12-67

Sud par le Nord, de sortir de l'impasse militaire tout

en perpétrant son projet impérialiste au Vietnam,
Les « rumeurs » lancées par la délégation américaine à Paris sur les accords tacites, les négociations secrètes son la phase actuelle autant de mensonges de l'impérialisme U.S. afin de détourner l'opinion progressiste internationale (et surtout du paper) nion progressiste internationale (et surtout du peuple américain) de son soutien à la juste lutte du peuple vietnamien.

Les seules solutions pour faire avancer la conférence de Paris, sont le retrait inconditionnel de toutes les troupes U.S. et satellites et la formation d'un cabinet de paix chargé de négocier avec le F.N.L., le retour à une situation normale suivant les légitimes aspirations du peuple vietnamien telle qu'elles sont expri-mées dans le programme politique du F.N.L.

### LES TACHES DES M.L. ET LE FRONT DIPLOMATIQUE

A l'heure actuelle un soutien politique à la guerre du peuple vietnamien est d'autant plus nécessaire que l'agression U.S. cherche à mystifier l'opinion progressiste internationale; il faut également combattre résolument les opinions de gauche en apparence « les vietnamiens sont des opportunistes de droite. Cf. la Conférence de Genève en 1954, il est possible qu'ils fassent des concessions » et qui, en fait, laisse le champ libre au développement d'une idéologie démo-bilisatrice desserrant l'étreinte autour de l'impérialisme U.S. Nous devons systématiquement dénoncer les manœuvres U.S. à la conférence de Paris visant à perpétrer son agresison contre le peuple vietnamien à retarder toute solution définie dans le programme politique du F.N.L., nous devons organiser un important mouvement de soutien politique à la juste lutte du peuple vietnamien, pour contribuer à l'isolement de l'impérialisme U.S. sur la scène politique internationale. nationale.

- Retrait inconditionnel des troupes U.S. et satellites du Vietnam.

Position en 5 points et programme politique du F.N.L., seule base d'une solution correcte du peuple vietnamien.

- F.N.L. représentant authentique du peuple vietnamien

- Le peuple vietnamien vaincra!

Contribution d'un militant

# SUR LE FRONT ÉTUDIANT

Le C.A. Sciences-Po a su régler la question de l'autodéfense en comptant sur ses propres forces, ce qui n'était jamais arrivé du fait du manque de détermination. Aussi traditionnellement faisons-nous appel à nos camarades extérieurs à l'Institut; mais nous étions à la merci du moindre incident impromptu et par ailleurs, il n'était pas juste de considérer ces camarades comme des mercenaires à qui nous aurions pu faire appel à n'importe quel moment, à la moindre

D'autre part, certains camarades avaient développé une psychose des fascistes, et de l'un d'entre eux par-ticulièrement. Ils ont découvert dans la pratique concrète de la lutte que les fascistes n'étaient pas invincibles. Certes, certains s'entraînent aux sports de combat. Mais lorsqu'il y a, face à vingt facistes, même bien entraînés, trois cents progressistes, le rapport de force est en notre faveur. Aussi devonsnous nous armer de résolution et avancer avec courage.

Le C.A. ne s'est pas démobilisé; il est sorti de la « légalité » malgré les hésitations et les flottements des éléments ultra-droitiers qui craignaient les « incidents », les « provocations » et qui par leur mollesse, démissionnaient, se couchaient perpétuellement devant les fascistes et donc devant la direction.

Par ailleurs, il est important d'avoir une conscience claire du rôle des fascistes. Le gouvernement n'a plus besoin d'embaucher des « appariteurs musclés ». Il trouve sur place, dans les facultés, des bandes armées, organisant des provocations et cherchant à faire régner la terreur. Leur but est clair : couper les révolutionnaires des masses étudiantes, petites bourgeoises, et donc traditionnellement effrayées par la vio-lence physique; empêcher toute explication politique, toute expression, toute contestation; briser tout mouvement revendicatif, toute grève, terroriser les élé-ments les moins avancés des C.A. et donner libre cours à la répression sur les plus avancés.

Comme le référendum approche, on voit se repro-

# INSTITUT DE SCIENCES-PO

(suite du n° 8)

### LES LEÇONS DE CETTE LUTTE

duire l'alliance CDR-fasciste de mai, mais renforcée et respectant de moins en moins les normes de sa propre légalité bourgeoise. Plus la propagande gouvernementale s'intensifiera au fur et à mesure que la campagne électorale se déroulera, plus nous devons nous attendre à voir se développer des provocations du type de celles que nous avons essupées à Sciences-Po, à Censier et ailleurs.

Enfin, un exemple concret nous a été fourni du renforcement de l'appareil de répression : l'entrée des flics à Sciences-Po témoigne d'un durcissement, d'un nouveau pas en avant dans la répression de moins en moins déguisée. Alors qu'en mai, l'entrée des flics à la Sorbonne avait soulevé l'indignation générale, en mars, l'entrée d'un groupe de flics à Sciences-Po (pour peu de temps certes) passe presque inaperçue. Et ceci est d'autant plus inquiétant qu'il s'agissait pour eux non pas tant de « rétablir l'ordre » que de récupérer in extrémis les fascistes mal en point, au moment où ils allaient subir une défaite écrasante sur le terrain. Ceci montre bien combien cette lutte concernait le pouvoir et n'est pas la simple bagarre d'étudiants décrite par la presse

Le pouvoir envoie ses nervis faire de la provocation dans les facultés, là où l'exaspération est la plus apte à donner lieu à des réactions incontrôlées susceptibles d'inquiéter les profiteurs et de les rassembler autour du gaullisme. Ces actions vont se poursuivre jusqu'au référendum. Il ne faut pas que les étudiants tombent dans ce piège grossier; ils doivent se mobi-liser au marxisme et organiser leur propre défense et celle de tout le mouvement révolutionnaire.

Ne nous laissons pas intimider par les manœuvres du pouvoir!

Organisons-nous en brigades de propagande et d'autodéfense!

Le fascisme n'est pas inéluctable! C'est en luttant de façon claire et déterminée que les travailleurs et les étudiants enrayeront la montée du fascisme!

Groupe Marxiste-Léniniste de Sciences-Po, Cercle Humanité Rouge de Dauphine.



Le 27 mars, Dubcek, parlant à Prague devant un congrès d'anciens combattants, se faisait l'écho de son maître Breiney, déclarant

« Les partisans d'une solution militaire des questions européennes en litige... englobent dans leurs calculs la possibilité que la République populaire chinoise devienne une menace constante pour l'Union soviétique, ce qui modifierait l'équilibre des forces en Europe au profit de l'impérialisme ».

Dubcek parlant de la « menace » chinoise, alors que les blindés russes sont cantonnés dans la banlieue de Prague! Il y aurait de quoi rire. Mais le peuple tchécoslovaque ne trouve pas cela drôle. Cela rappelle trop les Kollabos fascistes parlant de la « menace » bolchévique à leur peuple, alors que les troupes nazies occupaient Prague et Paris.

Les Praguois ont répondu dès le lendemain au Kollabo Dubcek.

A la faveur de la victoire remportée par l'équipe tchécoslovaque sur l'équipe soviétique au championnat du monde de hockey sur glace, une foule que les observateurs évaluent à plus de 100 000 personnes s'est rassemblée place Wenceslas, criant des slogans hostiles aux occupants russes. Au cours de la manifestation qui s'en est suivie, plusieurs bureaux occupés par des organismes soviétiques, et notamment les bureaux d' « Aéroflot » ont été saccagés et barbouillés de mots d'ordre exigeant le départ des troupes d'occupation. Le peuple tchèque est connu pour son calme et son absence de chauvinisme, mais son exaspération de l'occupation par les nouveaux tsars est telle que la moindre étincelle peut déclancher une réaction comme celle du 28 mars à Prague. Pendant ce temps Dubcek continue d'agiter docilement l'épouvantail chinois! Remarquons, que la radio gaulliste et la presse bourgeoise ont fait preuve sur ces incidents, d'une discrétion inhabituelle et combien révélatrice.

(Extrait de Provence Rouge.)

Nous continuons, cette semaine à publier les messages de félicitations adressés au 9° Congrès du Parti Communiste Chinois. Seul le message du F.N.L. du Sud-Viêt-nam, qui se trouve au premier rang de la lutte anti-américaine est publié en entier; pour les autres, il s'agit d'extraits. Le Parti marxisteléniniste d'Autriche, la Ligue des Marxistes-Léninistes de Hollande et du Mouvement Communiste marxiste-léniniste de Saint-Marin ont également envoyé des messages (télégrammes brefs).



### SUD-VIETNAM

Au 9º Congrès du Parti Communiste Chinois,

« Au nom de la population sud-viêtnamienne et du Front National de Libération du Sud-Viêt-nam, nous présentons sincèrement au 9° Congrès du Parti Communiste Chinois et par l'intermédiaire du congrès, à tous les membres du Parti Communiste Chinois et au peuple chinois frère notre salut de solidarité militante et nos félicitations les plus chaleureuses.

Au cours des 48 années passées, sous la direction du Parti Communiste Chinois ayant à sa tête le président Mao Tsé-toung respecté et bien-aimé, le peuple chinois héroïque a obtenu de grands succès, a fondé la République Populaire de Chine et a transformé la Chine en un puissant pays socialiste doté d'une industrie moderne, d'une agriculture avancée, d'une culture et d'une science développées, d'un potentiel de défense nationale puissant et particulièrement de l'arme nucléaire.

La victoire éclatante de la Révolution chinoise a décuplé les forces révolutionnaires du monde, encouragé puissamment le mouvement de libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique Latine et apporté une grande contribution au maintien de la paix en Asie et dans le monde.

Ces dernières années, la Chine a enregistré de grands succès dans la grande Révolution Culturelle Pro-

létarienne

La population sud-viêtnamienne et le Front National de Libération du Sud-Viêt nam se réjouissent vivement des succès obtenus dans tous les domaines par le peuple chinois frère et les considèrent comme une puissante source d'encouragement pour leur propre lutte contre l'agression américaine, pour le salut national. Ils ont la ferme conviction qu'après ce congrès, les 700 millions de Chinois héroïques, sous la direction clair-voyante du glorieux Parti Communiste Chinois et du président Mao Tsé-toung, respecté et bien-aimé, remporteront encore de nombreux succès plus éclatants dans leur grande œuvre révolutionnaire pour apporter leur contribution précieuse à la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme avec en tête l'impérialisme américain, pour la proprié de la démonstrate et le progrès de la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme avec en tête l'impérialisme américain, pour la progrès de la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme avec en tête l'impérialisme américain, pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social.

A cette occasion, la population sud-viêtnamienne et le Front National de Libération du Sud-Viêt-nam expriment leur sincère et profonde reconnaissance au Président Mao Tsé-toung, au Parti Communiste Chino's, au gouvernement et au peuple de la R.P. de Chine qui ont toujours apporté un soutien résolu et une grande aide à leur lutte sacrée contre l'agression américaine, pour le salut national.

Sous la direction du Front National de Libération du Sud-Viêt-nam, la population sud-viêt-namienne bénéfi-

ciant du soutien de plus en plus puissant des peuples du monde est résolue à conduire sa résistance sacrée à victoire complète.

Nous souhaitons sincèrement au congrès d'heureux succès. Puissent l'amitié indéfectible et la solidarité militante entre la population sud-viêtnamienne et le peuple chinois frère durer éternellement ».

Le Comité central du Front National de Libération du Sud Viêt-nam

## NOUVELLE-ZELANDE

Le Parti Communiste de Nouvelle Zélande accueille la Révolution Culturelle comme étant une étape supérieure à la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste à l'époque de l'édification du socialisme à l'échelle mondiale. souhaite que le 9° congrès et son rapport soient un guide et un encouragement inestimables pour tous ceux qui luttent contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Le camarade Wilcox. Secrétaire Général du P.C. de Nouvelle-Zélande.

le 3 avril 1969 au Sud Viêt-nam.

### FRANCE

Les communistes marxistes-léninistes de France, aptes à poursuivre leur juste combat sous tous les formes, légales ou illégales, sont de plus en plus liés à la classe ouvrière et aux masses laborieuses, parce qu'ils ont préparé depuis 1963 et créé fin 1967, un Parti Marxiste-Léniniste de l'époque de la pensée de Mao Tsé-toung.

En édifiant ce parti dans le feu du combat contre le capitalisme, l'impérialisme et la montée du fascisme, ils luttent, à l'exemple du président Mao, contre l'opportunisme de droite, actuellement représenté par le révisionnisme moderne, et contre l'opportunisme de gauche, actuellement représenté par divers courants intellectualistes non-prolétariens. En agissant de la sorte, les communistes marxistes-léninistes de France se placent résolument sous la direction idéologique du prolétariat, c'est-à-dire du marxisme, du léninisme et de la pensée de Mao Tsétoung.

Pour le Parti Communiste marxiste-lénniste de France, Sa direction centrale.

### POLOGNE

La République Populaire de Chine constitue un grand et imprenable maillon de la chaîne du front démocratique anti-impérialiste et anti-révisionniste du monde entier. La grande Chine de Mao Tsé-toung, une composante de l'unité des forces révolutionnaires et socialistes mondiales, est indissolublement liée à l'ensemble du mouvement international communiste et ouvrier et à tous les peuples en lutte pour leur émancipation nationale et la libération sociale.

Le C.C. du Parti Communiste de Pologne.

Les communistes brésiliens voient dans ce congrès une manifestation vigoureuse du rôle dirigeant que le prolétariat joue dans tout le cours de la révolution, une expression concentrée des principes élevés élaborés par le président Mao selon lesquels la classe ouvrière doit exercer sa direction en tout.

Le C.C. du Parti Communiste du Brésil.

NOTE. — Dans le message du Parti du Travail d'Albanie, publié page 8, du précédent numéro, les trois premières lignes sous l'effigie aux deux aigles, 2° colonne, doivent se lire en tête de cette deuxième

EDITORIAL (Suite de la page 1)

Ils se doivent d'appeler toutes les victimes du pou-voir des monopoles à voter NON le 27 avril, à dépo-ser dans les urnes un NON catégorique et résolu. D'autres formations qui se disent d'opposition au graffice appellent aves à voter NON, mais leur

aullisme appellent aussi à voter NON; mais leur NON est sans valeur réelle.

Centristes de toutes nuances, sociaux-démocrates, fédérés, révisionnistes du P. « C. » F., ont été et sont en fait les meilleurs soutiens du gaullisme. La plupart d'entre eux l'ont mis en place en 1958 et l'ont sauvé en 1968. Ils se déclarent d'ailleurs tous favorables à

la « régionalisation ». Ce qu'ils craignent, c'est que les contradictions qui assaillent le pouvoir gaulliste, n'entraînent dans sa chute de bouleversements de caractère révolutionnaire qu'ils seraient incapables de contrôler.

Alors ils préparent la succession pacifique du gaullisme, une solution de rechange qui, sous des appa-

rences plus « démocratiques » perpétuerait le pouvoir réel des monopoles capitalistes.

Au surplus, malgré leur NON, ils sont décidés à prendre le plus de places possible dans les institutions nouvelles si le OUI venait à l'emporter.

Ou part à l'avant garde marviete légisiere teut en

Quant à l'avant-garde marxiste-léniniste, tout en appelant à voter NON, elle n'oublie pas que l'issue de cette bataille électorale ne règlera rien.

AVEC OU SANS LA REGIONALISATION, AVEC OU SANS LE SENAT, les droits des travailleurs sur le plan des salaires des conditions de travailleurs sur

le plan des salaires, des conditions de travail, de la Sécurité Sociale, des libertés syndicales, dépendront avant tout de leur volonté de les défendre et de les élargir par la lutte concrète, contre leurs propres dirigeants « participationnistes » s'il le faut.

AVEC OU SANS REGIONALISATION, AVEC OU SANS LE SENAT, les aspirations des étudiants à une université qui assure le plein evercice de leurs droits.

université qui assure le plein exercice de leurs droits et du travail à la fin de leurs études, dépendront elles aussi de leur propre combat qui n'a d'ailleurs pas cessé malgré la division organisée dans leurs rangs

par le gouvernement et ses complices.

AVEC OU SANS REGIONALISATION, AVEC OU SANS LE SENAT, les conditions d'existence et de survie des paysans travailleurs dépendront avant tout de leur aptitude à se débarrasser de leurs dirigeants réactionnaires qui canalisent leur volonté de lutte vers des actions sporadiques et inefficaces... ou vers des solutions qui font le jeu du gouvernement et des paysans riches.

Pour en finir avec la crise qui touche avant tout l'ensemble des masses laborieuses de France, pour sauvegarder les droits des travailleurs, de la paysannerie laborieuse et des intellectuels, il faut renverser le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste et le remplacer par le pouvoir des travailleurs.

Cela ne se fera pas par le moyen d'élections orga-nisées par cette bourgeoisie, mais par l'action révo-lutionnaire des masses sous la direction d'un vrai Parti révolutionnaire guidé par la théorie et la tactique marxistes-léninistes.

Contre l'Etat policier gaulliste;

Contre la répression gouvernementale, patro-nale et administrative qui frappe les étudiants et lycéens, les travailleurs les plus combattifs, leurs organisations et leur presse.

Contre toute forme d'Etat corporatiste et fas-

Contre la participation des représentants des travailleurs aux organismes de collaboration de classes prévus par la loi référendaire;

Contre l'exploitation capitaliste des ouvriers, paysans et intellectuels.

Sans hésiter, nous voterons tous NON le 27 avril

H. R.

# La semaine prochaine :

SUITE des MESSAGES au 9° CONGRÈS du P.C.C.

### ITALIE (Suite de la page 1)

contexte de leurs facultés (Pize, Rome, Florence, Turin, Milan...). Cependant, dès juin 1968, peut-être sous l'influence du mouvement français, les étudiants révolutionnaires comprirent la nécessité de se lier aux travailleurs. Ils commencèrent une pratique sociale, aussi bien dans les usines que dans les villages paysans, y suscitant souvent la création de comité de base ou de défense. C'est ainsi qu'ils jouèrent un rôle à Orgosolo et peut-être à Battipaglia. En novembre, le mouvement gagnait les lycées et la lutte était organisée, avec occupations, contre la réforme Gui, copie de celle de Faure. En février, les étudiants préparèrent pour Nixon les manifestations les plus violentes que celui-ci ait connu pendant son voyage européen. Un étudiant y trouva la mort.

La classe ouvrière italienne, de son côté, n'a pas de leçons de combativité à recevoir. Elle fut la première à instaurer les occupations d'usine en Europe occidentale et ceci dès 1920. Elle les reprit en 1943 contre Mussolini, et en 1948 lors d'un attentat contre Togliatti. En 1960, elle entreprenait des manifestations insurrectionnelles contre une tentative de coup d'état fasciste. Cependant, l'emprise du révisionnisme fut sur elle, particulièrement néfaste. Le P. « C. » I. est dans l'éventail des partis révisionnistes, celui qui occupe sans doute la position la plus droitière. Il a pu tromper par ses allures libérales ; il n'en préparait que mieux ses militants à être plus réceptifs à l'idéologie bourgeoise, celle de l'ultra-démocratisme, du pacifisme, de l'ultra-parlementarisme « seule voie vers le socialisme ». En supprimant les cellules d'entreprise notamment, il adoptait des formes d'organisation sociale-démocrate particulièrement propices à l'influence de cette idéologie.

La C.G.T. italienne joue à fond la collaboration de classes, passant avec le patronat des accords qui, pour apporter aux ouvriers quelques avantages matériels immédiats, neutralisent toutes leurs actions revendicatives. Mais la base, influencée parfois par les intellectuels révolutionnaires, a commencé à prendre conscience de cette trahison, à s'organiser parallèlement aux syndicats, à entreprendre contre leur volonté (comme en France) des luttes de plus en plus offensives. La dernière grève chez Pirelli, à Milan, en est l'exemple le plus spectaculaire.

Ce qui frappe donc, en Italie, dans sa tradition ouvrière, dans les manifestations de son mouvement étudiant et maintenant du mouvement des paysans pauvres du Sud, c'est la violence. C'est là un phénomène qui réapparaît dans toutes les luttes populaires récentes (France, Allemagne, Japon, Mexique, etc.) lorsqu'elles ne sont pas déviées par les révisionnistes ou les réformistes. Marx disait que « La violence est l'accoucheuse de l'Histoire ». C'est une remarque qui montre suffisamment quelle trabison est la « voie parlementaire vers le socialisme ». Mais est-ce dire que les peuples utilisent volontairement, sciemment la violence et que toute manifestation, dès qu'elle est violente, se caractérise révolutionnaire ? Absolument pas.

Le peuple est acculé à la violence par la violence contre-révolutionnaire de la bourgeoisie. Il n'a jamais l'initiative des coups, c'est la police qui tire la première. Dans l'immédiat, ce qui est révolutionnaire ce n'est pas une manifestation populaire en tant que telle mais la situation générale dans laquelle elle s'inscrit. La bourgeoisie s'affole parce qu'elle est empêtrée dans une crise aiguë, dans des contradictions insurmontables. La provoquer inutilement serait de l'aventurisme. Mais en même temps, à tout moment, « une étincelle peut mettre le feu à la plaine ». L'exploitation de plus en plus implacable, la répression de plus en plus féroce de la bourgeoisie aux abois, ne peut susciter que des révoltes de plus en plus dures. Si la révolte violente n'est pas la révolution, elle en est un chemin. « Une lutte acharnée des masses, même pour une cause désespérée, est indispensable pour l'éducation ultérieure de ces masses, pour les préparer

à la lutte suivante » (Lénine).
C'est dans cette lutte que s'éduquent aujourd'hui les jeunes, les hommes, les femmes de Battipaglia comme le peuple de toute l'Italie.